

40e CONGRÈS DU PCF

Un communisme de conquêtes Base commune votée au 40e congrès

Table des matières

PRÉAMBULE

Objectif du congrès	p2
---------------------	----

PARTIE I

Le moment historique : une crise systémique du capitalisme	p3
1.1 Une nouvelle étape dans la crise du capitalisme	p3
1.2 L'humanité face au défi climatique et à l'effondrement de la biodiversité	p5
1.3 La France à l'épreuve de la désindustrialisation	p6
1.4. Face à la crise de régime, reconstruire une conscience de classe	p7
1.5. Bilan de l'activité du PCF ces trois dernières années	p10
1.6. Le PCF au service de la conquête des pouvoirs par les travailleuses et les travailleurs	p11

PARTIE II

La paix, le travail et la République au cœur du projet communiste	p12
2.1. Le parti pris de la paix, de l'internationalisme et des coopérations internationales	p12
2.2. Le parti pris révolutionnaire d'une nouvelle République	p15
2.2.1. Une République démocratique, laïque, universaliste, sociale, féministe et écologiste	p15
2.2.2. De nouvelles institutions au service de la souveraineté populaire	p16
2.2.3. La bataille de l'égalité et de l'universalité des droits	p18
2.2.3.1. Porter l'ambition d'une révolution féministe, universaliste et internationaliste	p18
2.2.3.2. Protéger les enfants, une conquête communiste pour l'émancipation.	p19
2.2.3.3. Combattre le racisme, l'antisémitisme et toutes les discriminations	p19
2.2.3.4. Agir pour une autre politique migratoire, républicaine et internationaliste	p20
2.3. Le parti pris du travail émancipateur, le défi du socialisme au XXIe siècle	p21
2.3.1. Une visée révolutionnaire : le communisme. Un processus : le socialisme	p22
2.3.2. Un nouveau modèle de production	p25
2.3.2.1. Reprendre en main et développer l'outil industriel	p25
2.3.2.2. Une transformation agroécologique au service de la souveraineté alimentaire	p26
2.3.2.3. Une nouvelle stratégie énergétique, industrielle, climatique	p27
2.3.3. Une société des biens communs, de l'émancipation et du développement des capacités humaines	p28

PARTIE III

Le parti en action	p30
3.1. Les batailles électorales de 2027	p31
3.2. Du 39e au 40e Congrès, l'organisation des communistes	p34
3.3. Les communistes au cœur de la société	p35
3.3.1. Irriguer le territoire des idées communistes grâce aux cellules	p36
3.3.2. Construire trois campagnes structurantes et lisibles	p36
3.3.3. Repenser le rôle des directions	p40
3.3.4. Renforcer le lien aux élus	p41
3.3.5. Consolider le lien stratégique avec la jeunesse et le MJCF	p42
3.3.6. Renforcer la formation politique et idéologique des militantes et militants	p43
3.3.7. Amplifier la bataille financière à tous les niveaux	p44
3.3.8. Faire de la communication un levier stratégique	p44
3.3.9. Développer nos médias et nos revues	p45

PRÉAMBULE

Objectif du congrès

Avec « *Un communisme de conquêtes* », il s'agit aujourd'hui de franchir une étape décisive: doter le PCF d'une démarche dans la durée, affirmer le rôle central du PCF dans la conquête des pouvoirs par le monde du travail.

Volontairement, ce texte d'orientation ne reprend donc pas l'ensemble des travaux du précédent congrès. Le 40e Congrès du Parti communiste français s'inscrit dans la continuité des orientations définies lors des précédents congrès. Le texte du 38e Congrès, « *Manifeste du Parti communiste du XXIe siècle* », portait l'ambition d'arrêter l'effacement du PCF et de le rendre à nouveau visible dans le débat public. Celui du 39e Congrès, « *L'ambition communiste pour de nouveaux jours heureux* », a permis de renouveler le projet communiste et de préciser ses propositions. Ce document n'est pas un programme électoral mais se veut être un texte de visée communiste dont l'objectif est l'émancipation de chacune et chacun, condition de l'émancipation de toutes et tous, fixant des priorités politiques et stratégiques, et donnant mandat à la future direction nationale pour mettre en œuvre ces orientations d'ici le prochain congrès. Ce texte est un levier pour l'action et dépasse le stade de la résistance pour engager une dynamique de conquête des pouvoirs par le monde du travail.

Ce texte a vocation à s'appuyer sur les acquis existants et à être complété par les productions les plus récentes du parti : livrets thématiques, plan climat, cahiers de formation, production des commissions et revues qui constituent des contributions essentielles à l'élaboration et à la mise en œuvre de son projet.

La crise systémique du capitalisme suscite de profonds bouleversements : guerres, menaces nucléaires, effondrement des principaux indicateurs écologiques, crise sociale, crise démocratique. L'ordre international est traversé par des recompositions majeures, marquées à la fois par la volonté du capital étatsunien d'asseoir sa domination internationale, mais aussi par la contestation de l'hégémonie du dollar et la montée de nouvelles puissances. Les tensions s'exacerbent à mesure que l'administration Trump entend conserver sa suprématie dans un ordre mondial devenu multipolaire, et qu'elle s'affranchit à cette fin du droit international pour affirmer sa volonté impérialiste et guerrière.

Dans ce contexte la France affaiblie s'enfonce dans une crise majeure. Du fait de l'alignement de tous ses gouvernements sur l'impérialisme étatsunien et de leur acceptation des orientations mises en œuvre au sein de l'Union européenne, sa voix s'est progressivement marginalisée sur la scène internationale.

Ce déclasserement est indissociable des choix économiques et sociaux opérés depuis plusieurs décennies.

Les politiques néolibérales ont profondément fragilisé l'appareil productif, accéléré la désindustrialisation, affaibli le modèle agricole français, contribué au recul des infrastructures publiques et de notre modèle social solidaire. En privilégiant la financiarisation au détriment du travail et de la production, elles ont aggravé les inégalités et réduit ses capacités de répondre aux défis du siècle, en particulier au dérèglement climatique qui s'accélère d'année en année.

Cette situation alimente une crise sociale catastrophique, tandis que la politique macroniste a plongé le pays dans une crise de régime inédite depuis les origines de la Ve République. Le recul de la conscience de classe, l'atomisation du salariat, l'affaiblissement des services publics, l'isolement d'une partie croissante de la population et la mise en concurrence des individus entre eux, la peur de l'avenir qui s'empare de la jeunesse et des catégories populaires nourrissent les replis identitaires. Tout cela favorise la progression de plus en plus dangereuse de l'extrême droite.

Aucune des réponses politiques apportées n'est aujourd'hui à la hauteur pour combattre ce phénomène et le faire refluer durablement. La perspective d'une prise de pouvoir par l'extrême droite constitue le danger

majeur de la période. Victorieuse, l'extrême droite s'emploierait à satisfaire les intérêts du grand capital et mènerait une offensive antisociale, autoritaire et xénophobe d'une extrême gravité. La bataille contre le RN ne saurait se réduire à une seule bataille électorale. C'est une bataille de valeurs. C'est aussi une bataille contre ce qui divise. Pour la remporter, il faut unir le monde du travail et de la création, et toutes les usagères et les usagers des services publics sur des intérêts communs face à la vraie cause des problèmes : l'emprise du capital sur la société. C'est le rôle historique du PCF.

Face à ces défis, « *Un communisme de conquêtes* » propose une orientation ambitieuse autour d'un projet de dépassement du capitalisme, de fin du patriarcat, unissant le peuple de France. Pour cela, il importe de bâtir une force politique solidement ancrée dans le monde du travail et de la création, capable de rassembler largement les travailleuses et les travailleurs, de faire progresser la conscience de classe et de donner à la gauche une base sociale forte.

C'est par la mobilisation du monde du travail et de toutes celles et tous ceux qui luttent pour l'égalité, la dignité et le respect de leurs droits que pourra être inversé le rapport de force. Cette dynamique est indispensable pour faire reculer l'extrême droite et ouvrir une perspective politique capable de répondre aux défis économiques, sociaux, démocratiques et environnementaux de notre temps. Elle constitue la condition pour la conquête des pouvoirs et dans le mouvement réel d'émancipation que nous nommons communisme.

PARTIE I

Le moment historique : une crise systémique du capitalisme

1.1 Une nouvelle étape dans la crise du capitalisme

Un moment de basculement historique s'ouvre, marqué par la fin de la globalisation néolibérale construite depuis les années 1990, dont l'échec a conduit à un enlisement durable dans la crise. La situation internationale et nationale est dominée par une crise structurelle du capitalisme, qui n'est ni conjoncturelle ni accidentelle. Avec l'épuisement du modèle néolibéral fondé sur la concurrence entre les peuples, le dumping social et environnemental, la financiarisation et la marchandisation du monde, le capitalisme connaît une nouvelle étape de sa crise systémique : crise économique durable, sociale (inégalités sans précédent dans l'histoire de l'humanité), écologique (prédation généralisée), démocratique.

Les nouvelles modalités d'accumulation qui s'esquissent recèlent des contradictions. Les délocalisations ont conduit à la destruction des bases productives aux États-Unis et en Europe, avec le déplacement massif des lieux de production industrielle vers l'Asie, et au premier chef vers la Chine, mais aussi dans d'autres zones comme l'Europe de l'Est ou le Maghreb par exemple. Dans ce monde multipolaire, les nouvelles puissances régionales, voire mondiales, sont hétérogènes, les unes contestent les puissances impérialistes quand d'autres s'affirment dans leur giron.

En particulier, la révolution informationnelle crée les bases matérielles d'une civilisation dont le moteur ne serait plus l'accumulation du capital mais un développement continu de toutes les capacités humaines. Les rapports sociaux capitalistes, en maintenant la régulation par le taux de profit, entrent en conflit avec ce besoin. Il y a là un terrain pour contester concrètement les logiques capitalistes dans la gestion des entreprises.

Les volontés de dédollarisation se développent, menaçant l'hégémonie étatsunienne. Ces volontés expriment les aspirations de ces États à faire leurs propres choix, contre la limitation au rôle que l'impérialisme veut assigner à chacun de ces pays dans la production mondialisée, contre les contraintes financières et les accords imposés. Ces puissances nouvelles, particulièrement les BRICS, déploient leurs diplomaties, développent des coopérations, entre solidarité et tentations impérialistes. Leurs économies combinent des formes archaïques et modernes d'exploitation mais aussi des progrès des conditions

d'existence et du niveau de vie.

Les tentatives de relocalisation aux États-Unis de secteurs stratégiques (IA, bio-tech, semi-conducteurs) ne suffisent pas à surmonter la crise, pas plus que l'emprise exercée sur les brevets et la propriété intellectuelle. Le trumpisme exacerbe l'appropriation de l'État par la classe capitaliste elle-même, dans le but de servir directement ses intérêts et d'accroître ses moyens de répression : c'est à la fois plus brutal pour les travailleuses et travailleurs, mais cela rend bien plus lisibles les objectifs des politiques conduites. L'État, comme toutes les institutions, est de façon renouvelée un enjeu de l'affrontement entre les logiques d'emprise du capital sur la société et des forces qui veulent s'en affranchir.

Face à l'essor des BRICS et des nouvelles puissances régionales, face à la crise de rentabilité due à une suraccumulation de capital, l'impérialisme se reconfigure. La nouvelle politique étatsunienne vise à combattre les velléités de souveraineté et à défendre et à accentuer l'hégémonie du dollar, ainsi que de certaines cryptomonnaies contrôlées par les États-Unis.

Une fraction des classes dirigeantes agit alors pour modifier à son avantage, par la contrainte, l'ensemble des rapports de pouvoir géopolitiques et des rapports de force entre classes établies au XXe siècle : violations et attaques contre le droit international, mesures d'extraterritorialité, pression économique, retrait de tous les engagements climatiques et de coopérations scientifiques (OMS), nouvelles technologies au service de l'imposition et du contrôle... Désormais, le recours banalisé à la guerre devient un instrument pour réimposer une forme de suprématie politique, s'accaparer les matières premières et les ressources naturelles, relancer l'accumulation du capital et ouvrir une nouvelle phase expansive fondée sur le contrôle des lieux de production ainsi que des circuits commerciaux, énergétiques et numériques.

Les guerres contemporaines ne sont pas seulement des affrontements géopolitiques. Elles sont l'expression de contradictions économiques profondes du capitalisme mondialisé.

Lorsque les débouchés se contractent et que les taux de profit s'érodent, la concurrence entre groupes capitalistes et entre États tend à se transformer en affrontements politiques, économiques et militaires. Les guerres actuelles cherchent à relancer l'accumulation du capital et à contrôler les ressources et les marchés.

Au niveau mondial, incapable désormais de produire un progrès matériel partagé ou un horizon désirable pour la majorité, la classe capitaliste ne parvient plus à universaliser ses intérêts. Le trumpisme constitue une réponse autoritaire à la contestation de l'hégémonie étatsunienne. La violence de la réaction est extrême, au mépris de toutes les règles de droit international, mais elle fait tomber le masque : l'intérêt du capital étatsunien apparaît plus clairement. C'est lui qui conduit à s'appuyer sur l'extrême droite au nom de la seule loi du plus fort au mépris de l'intérêt des peuples et du droit.

Il en va ainsi de l'agression du Venezuela et de l'enlèvement de son président, du déclenchement sans mandat de l'ONU de la guerre contre l'Iran et le Liban, du blocus criminel et de l'attaque contre Cuba, celle contre le Venezuela, des menaces sur le Groenland, le Canada, le Mexique, la Colombie... L'État d'Israël, avec le soutien de l'impérialisme étatsunien, étend la colonisation de la Palestine et se livre au génocide du peuple palestinien. L'ordre mondial entre dans une phase de reconfiguration. En proposant une instance concurrente de l'ONU fondée sur la force et l'argent, et en retirant les États-Unis de 66 organisations internationales, Donald Trump cherche à dynamiter toute forme de multilatéralisme. La responsabilité des États-Unis est également terrible sur la guerre en Ukraine. Si c'est bel et bien Poutine qui a envahi l'Ukraine en 2022, l'OTAN, en se rapprochant toujours plus près des frontières russes, a aussi mis en danger la sécurité collective en Europe.

Les autres pays occidentaux, dont la France, tentent également de maintenir leur domination sur différentes parties du monde, alors même que toutes leurs tentatives impérialistes de la période précédente se sont soldées par des échecs qui entraînent leurs alliés.

L'objectif immédiat de cet impérialisme est d'accroître la soumission de l'Europe à l'unilatéralisme trumpiste, en reprenant le contrôle des routes commerciales, notamment celles du gaz et du pétrole, des ressources et des circulations au Moyen-Orient et en Afrique. Il veut également éradiquer toute forme de contestation, notamment dans le « *Sud global* » et plus particulièrement sur le continent américain, avec Cuba et le Brésil particulièrement visés. Cette phase n'est cependant qu'un préalable : elle vise à préparer une concentration future des efforts sur la rivalité avec l'Asie et plus spécifiquement avec la Chine.

La construction capitaliste européenne, telle qu'elle est définie depuis sa création, depuis l'acte unique européen et dans les traités européens, est dans une situation de crise structurelle et d'impasse historique.

Les règles néolibérales qui en constituent le fondement sont incapables de prendre en compte la recomposition du monde qui se dessine et freinent le progrès. Le bouleversement des équilibres internes crée des tensions nouvelles. La classe capitaliste est encore plus divisée qu'auparavant et n'a plus de projet européen global et cohérent. Les institutions européennes travaillent à faire prendre des décisions contre l'intérêt des peuples, privilégiant certaines fractions des classes dirigeantes de certains pays selon les questions (notamment l'industrie et l'économie allemande, comme en témoigne l'accord du Mercosur). Dans une période d'échec du projet néolibéral européen, les institutions européennes mènent une politique renforcée de vassalisation envers le capitalisme étatsunien et l'OTAN dans les domaines industriels, commerciaux et militaires. Elles essaient de reconstituer l'unité des classes dirigeantes sur la militarisation de l'économie, dont témoigne la hausse des chiffres d'affaires de l'industrie militaire au détriment de dépenses nécessaires dans les services publics et la transition écologique. Les institutions européennes s'engagent dans une nouvelle étape de fédéralisation au détriment de la souveraineté des peuples et de leurs coopérations déjà largement abimées par la législation européenne existante. L'Union européenne, désormais marquée fortement par l'influence de l'extrême droite, et souvent alignée sur l'impérialisme étatsunien, viole les droits humains en menant une politique de combat contre les migrantes et migrants, sous-traitant la répression contre ceux-ci, et s'appuyant sur des états qui ne respectent pas la dignité humaine.

À force de renoncement, la France a perdu sa capacité d'initiative diplomatique en faveur de la paix et de la liberté des peuples à disposer d'eux-mêmes.

Tandis que des convergences et des alliances d'extrême droite se constituent sous nos yeux, que les replis identitaires et le terrorisme avancent, l'aspiration des peuples à la justice sociale, à la souveraineté et à l'émancipation persiste. En Palestine, en Iran, au Rojava, à Cuba, au Sahara occidental... des résistances et des mobilisations populaires se déploient. Elles portent en elles les germes d'un monde fraternel, libéré du colonialisme, de l'impérialisme et de l'extrémisme religieux.

1.2 L'humanité face au défi climatique et à l'effondrement de la biodiversité

Le monde fait face à d'autres périls imminents: d'une part le risque d'une guerre impliquant un arsenal nucléaire capable de détruire une partie de l'humanité en la plongeant dans un hiver nucléaire, et d'autre part l'effondrement des écosystèmes dont dépend la survie des êtres humains. Ces menaces doivent être prises très au sérieux et marquent la gravité du moment historique. Lors de son 39e Congrès, le PCF a réaffirmé sa volonté d'affronter les grands défis environnementaux que sont la crise de la biodiversité, les dangers de la marchandisation du vivant, les menaces sur le climat et celles que font peser l'épuisement des ressources et les pollutions globales.

Tout particulièrement, une urgence porte sur la pression croissante exercée sur la disponibilité en eau brute dans les territoires déjà touchés par des profondes inégalités sociales.

Aujourd'hui l'heure est à la course aux armements et aux replis nationalistes reléguant au second plan ces grands enjeux, à rebours de la nécessaire coopération internationale et d'un climat de paix. Cependant, dans un monde confronté à un changement climatique, avec un réchauffement global de +1,36°C selon

l'IGCC (Indicators of Global Climate Change), dont les conséquences se ressentent partout dans le monde, et face aux défis spécifiques que pose l'anthropocène et la prise en compte des limites planétaires, la conscience de l'unicité de la planète progresse dans une partie de la société, malgré le déni et les campagnes de désinformation, les attaques contre la pensée scientifique, l'hypocrisie d'un « *capitalisme vert* » tout aussi prédateur.

Si la course folle au profit, source de gaspillage et d'inefficacité, est un des obstacles majeurs à la résolution de ces problèmes, les défis industriels, scientifiques et d'organisation sociale restent entiers au-delà du nécessaire dépassement du capitalisme. Ce sont les populations les plus vulnérables qui paient le plus les conséquences de cette inaction climatique, alors même qu'elles en sont les moins responsables. Les communistes agissent pour un renversement des logiques à l'œuvre en faveur de la réponse aux besoins humains, de la planification écologique et de la coopération internationale, ouvrant la voie à une civilisation dont le moteur ne serait plus l'accumulation du capital mais un développement continu de toutes les capacités humaines et du vivant.

1.3 La France à l'épreuve de la désindustrialisation

Les dirigeants politiques et la classe capitaliste du pays font le choix de se résigner et d'accompagner l'escalade guerrière de l'impérialisme étatsunien.

Ils sont pris entre leur logique de vassalité et leur besoin de dégager des marges. Ils sacrifient le développement de la France, son rayonnement international, un projet d'avenir commun désirable et partagé pour le peuple permettant de faire nation. Le pays s'enfonce donc dans une crise économique, écologique, démocratique et sociale profonde jusqu'à perdre confiance dans l'avenir.

La désindustrialisation est au cœur de la crise française. Elle est le résultat d'un projet politique. La bourgeoisie a tiré les enseignements du mouvement de Mai 1968 en supprimant les grandes concentrations ouvrières et en transférant les grandes branches de l'industrie à l'étranger. Elle a ainsi pu augmenter son taux de profit tout en affaiblissant le mouvement ouvrier et sa base économique. La part de l'industrie manufacturière dans le PIB de la France est désormais une des plus basses d'Europe, avec 10 % quand la moyenne européenne est de 16 %.

Les secteurs stratégiques ont été méthodiquement démantelés et la crise pandémique témoigne des difficultés à répondre aux besoins de la population. En sacrifiant des filières entières pour maintenir leurs profits, les grands groupes industriels, financiers et bancaires mettent en danger la souveraineté du pays dans des secteurs stratégiques comme l'alimentation, la sidérurgie, l'énergie, la chimie et le médicament, la défense, le numérique. Il sera impossible de répondre aux défis sociaux, économiques et environnementaux dans un pays où seules deux des dix voitures les plus vendues en France sont assemblées sur le territoire national, où 92 % des appareils électroniques, 87 % des vêtements et 78 % des médicaments sont produits à l'étranger.

L'affaiblissement du tissu industriel entraîne une perte considérable d'emplois qualifiés, de formations génératrices d'évolutions de carrière et de salaire. Il se traduit par des pertes considérables de pouvoir d'achat et d'investissements sur le sol national. Il en résulte un affaiblissement économique majeur, facteur d'une crise sociale et sociétale profonde et inédite.

Le choix de la désindustrialisation au bénéfice de la financiarisation aggrave l'empreinte carbone de la France, entrave sa transition écologique et entraîne la perte de savoir-faire, le recul du travail productif et la baisse du niveau de vie, la diminution de la production de valeurs et donc de services publics menacés par les marchés financiers. Ce sont des filières entières de formation qui sont menacées.

Le patronat français est un des plus extravertis d'Europe : 62 % des emplois des grandes entreprises françaises se trouvent à l'étranger contre seulement 38 % pour l'Allemagne et 28 % pour l'Italie. Le

patronat français continue d'organiser le grand déménagement des emplois et des industries. Il développe les mises en concurrence de toutes sortes, exacerbant les souffrances au travail comme dans la vie.

Pourtant, les entreprises continuent d'être abreuvées d'argent public sans contreparties, sans conditions vertueuses, sans contrôle. Voilà comment la France est devenue championne d'Europe des dividendes versés aux actionnaires.

Les conséquences sont claires: la destruction du tissu industriel a entraîné l'affaiblissement du tissu social et des services publics dans de nombreux territoires. Les inégalités s'aggravent : inégalités de revenus entre cadres supérieur.es et ouvrier.es/employé.es, entre les femmes et les hommes ; inégalités d'espérance de vie entre les cadres supérieur.es et les ouvrier.es ; inégalités de santé ; inégalités scolaires de la petite enfance jusqu'à l'enseignement supérieur ; inégalités de patrimoine, les 10% des ménages les plus fortunés possédant à eux seuls 47 % de l'ensemble du patrimoine alors qu'ils en possédaient 41 % en 2010. Les inégalités environnementales s'aggravent également. L'exposition aux pollutions, aux épisodes de chaleur extrême, ainsi que l'accès aux espaces verts et aux îlots de fraîcheur restent fortement marqués par les inégalités de revenus et les disparités territoriales.

Crise économique et sociale, crise environnementale, inégalités croissantes, multiplication de conflits internationaux toujours plus violents nourrissent le ressentiment, la perte de confiance dans les institutions.

Elles encouragent les divisions populaires qui sont travaillées et instrumentalisées par les forces d'extrême droite et populistes.

1.4. Face à la crise de régime, reconstruire une conscience de classe

En s'entêtant à servir les puissances de l'argent jusqu'à sa mort politique, le pouvoir Macron a ouvert une crise de régime inédite. Elle place l'extrême droite en solution de recours autoritaire pour certaines fractions de la bourgeoisie française.

En 2024, l'accord électoral du Nouveau Front populaire a permis un sursaut républicain et antifasciste. Cela a empêché l'arrivée de l'extrême droite au pouvoir sans arrêter pour autant sa progression électorale et idéologique, ni parvenir à imposer à Emmanuel Macron un gouvernement de gauche et une autre politique.

La succession de gouvernements, 49.3, motions de censure et la dissolution de l'Assemblée nationale, sans qu'apparaisse une issue parlementaire, mine la confiance dans la représentation politique. Poussées dans leurs contradictions, les institutions de la Ve République sont à bout de souffle.

La crainte face à l'avenir, le recul du sentiment partagé d'appartenance à une communauté nationale, l'abandon des milieux populaires, la casse des services publics, comme les attaques contre les arts et la culture, concourent au recul de l'universalisme républicain et à la montée des replis identitaires.

Le déclasserement social et international du pays a affaibli les solidarités, généré du fatalisme et du repli. Les politiques conduites par les gouvernements et les entreprises ont creusé les divisions entre les travailleurs. Elles opposent les chômeuses, chômeurs, aux précaires, les statutaires soumis à l'intensification du travail aux travailleurs et travailleuses fragmentés en petites unités, les travailleurs et travailleuses nationaux aux travailleurs et travailleuses étrangères et étrangers, les salariées et salariés des sous-traitants à ceux des donneurs et donneuses d'ordres, ceux de la production à ceux de la distribution, ou encore les employés et employées du public à ceux du privé, ou les actifs et actives aux retraités et retraitées. Ces clivages s'étendent aussi entre les générations d'actifs et d'actives, selon leur niveau de diplôme ou leur reconnaissance professionnelle. Les sur-exploitations fondées sur des critères sexistes et racistes servent à exercer une pression à la baisse sur les salaires et l'emploi de l'ensemble des travailleuses et travailleurs. À cela s'ajoutent l'individualisation des objectifs et des qualifications, ainsi

que la généralisation du management algorithmique, qui réduisent les interactions humaines et qui achèvent de morceler le monde du travail.

Au-delà de la division et de la mise en concurrence des travailleuses et travailleurs, le capital cherche de plus en plus à s'exonérer du salariat et des obligations qui en découlent. Son objectif est de substituer progressivement à l'emploi salarié un système d'auto-entrepreneuriat de façade, où le travail n'est plus qu'une transaction commerciale. Cette évolution fragilise les droits collectifs et vise à rendre plus difficile l'organisation des travailleuses et travailleurs et leurs capacités de lutte. Aujourd'hui, ce système absurde conduit les salariées et salariés et des prétendus auto-entrepreneurs et auto-entrepreneuses à effectuer le même travail, pour le même donneur d'ordres, tout en les plaçant dans des statuts différents. Il organise ainsi leur mise en concurrence et brise le lien de solidarité qui devrait pourtant les unir. La reconstruction d'une conscience de classe suppose de partir de la composition réelle du salariat contemporain.

Celui-ci est aujourd'hui marqué par le développement des métiers de services, par la précarisation d'une partie du travail salarié et par une forte féminisation du monde du travail. Les femmes représentent près de la moitié du salariat et sont majoritaires dans de nombreux secteurs essentiels tels que la santé, l'éducation, l'aide à domicile, le commerce ou les services à la personne. Ce « *prolétariat* » est massivement féminisé. Un parti qui ne prend pas suffisamment en compte cette réalité se prive d'une partie essentielle du monde du travail.

Reconstruire une conscience de classe majoritaire suppose donc de mieux prendre en compte les conditions de vie, de travail et d'engagement des femmes des « *classes populaires* ».

L'ensemble de ces évolutions produit massivement du travail empêché, dans l'écart entre le travail réel et le travail prescrit. C'est l'un des enjeux de l'affrontement de classe : perte de maîtrise du métier, impossibilité de coopérer, sentiment de ne plus pouvoir faire correctement son travail, dégradation de la santé et recul du pouvoir d'agir. Ces transformations affaiblissent la conscience de classe parce qu'elles isolent les travailleuses et les travailleurs face à des contraintes présentées comme techniques, naturelles ou inévitables. Au lieu de rendre visible l'affrontement entre le capital et le travail, elles dispersent les responsabilités, fragmentent les collectifs, individualisent les difficultés et transforment des choix politiques et économiques en problèmes personnels d'adaptation.

C'est ainsi que la dépossession du pouvoir d'agir au travail nourrit la perte de sens.

En affaiblissant la conscience de classe, ces politiques économiques et sociales ont alimenté directement l'extrême droite, qui pointe ces divisions non pas pour les dépasser, mais pour désigner des boucs-émissaires et protéger la classe capitaliste. Cela peut conduire à des tentations de repli chauviniste en France, en espérant qu'un pouvoir autoritaire protège : c'est non seulement vain dans une économie mondialisée, mais ce sont les mêmes nationalistes d'extrême droite qui sont les serviteurs du trumpisme.

L'extrême droite profite pleinement de cette situation. S'appuyant sur de grands groupes multimédias détenus par des milliardaires pratiquant l'évasion fiscale, comme Bolloré ou Stérin, et se déployant sur les réseaux sociaux, elle se dédiabolise et gagne en influence. Elle se présente comme seule défenseure des catégories populaires. En réalité, elle porte, en direction de la bourgeoisie, une solution autoritaire de sortie de la crise française. Comme ses votes le démontrent, les propositions du RN tournent le dos aux urgences sociales comme aux exigences de la transition écologique et s'attaquent à la création et à la culture. Son projet de baisse des cotisations sociales et de mise en place d'assurances privées vise à détruire la Sécurité sociale, mettant des millions de personnes dans une précarité accrue face à la maladie et à la vieillesse. Pour le seul bénéfice du capital, le discours raciste et suprémaciste oppose entre eux les différents secteurs du monde du travail. L'extrême droite se nourrit aussi de l'ordre patriarcal et alimente des mouvances masculinistes. Dans les pays où elle accède au pouvoir, il s'ensuit systématiquement un recul historique des droits des femmes. En France, moins de dix ans après #MeToo, cette offensive idéologique produit une remise en question de l'égalité et des droits des femmes, avec une évolution particulièrement

inquiétante dans une partie des jeunes générations, chez certains jeunes hommes, mais aussi au sein des mouvements dits « *féministes de droite* », en réalité d'extrême droite, à l'image de Némésis qui prône un retour des femmes dans la sphère domestique et l'asservissement aux hommes.

Sa conception identitaire de la nation représente un changement de régime, un grave danger pour la République. Une victoire du Rassemblement National et de ses alliés libérerait encore plus l'expression du racisme et des logiques de stigmatisation, elle favoriserait la remise en cause des libertés publiques et syndicales et conduirait à une volonté de museler les forces politiques de gauche et de progrès. S'il l'emportait en 2027, il chercherait immédiatement à faire adopter un projet de révision constitutionnelle instaurant la « *préférence nationale* », imposant au pays un système de ségrégation ethnique. Il veut détruire la longue histoire de la construction révolutionnaire de la nation française, de cette révolution qui a transformé les sujets du roi en citoyens, inventé la nationalité française pour la liberté, l'égalité et la fraternité.

L'extrême-droite est l'ennemi du monde du travail et de la création, et notamment de ses composantes les plus populaires, des femmes, de toutes celles et de tous ceux qui cherchent le chemin de l'émancipation.

Pour livrer ces assauts, le capital s'est appuyé sur les gouvernements de droite. D'autres se réclamant de la gauche ont, eux aussi, joué des mécanismes de division sociales à l'appui des politiques de l'Europe capitaliste pour imposer des attaques sans précédent contre les travailleuses et travailleurs notamment avec le cycle de lois « *travail* » initié sous Hollande, et prolongé sous Macron. Ils n'ont pas hésité à réprimer les résistances des travailleuses et des travailleurs. Ce sont autant de facteurs du discrédit de la gauche, de l'abstention massive et de la montée de l'extrême droite.

Au nom d'un pseudo-réalisme économique et d'une crédibilité institutionnelle, une partie de la gauche demeure prisonnière d'une politique qui refuse de rompre clairement avec ce passif.

Cette logique est plus intenable que jamais dans la nouvelle étape de la crise du capitalisme. De plus, la proposition décroissante dogmatique, moralisatrice et multipliant les injonctions individuelles éloigne tout autant d'une perspective d'émancipation.

Le point cardinal du défi de la gauche est d'unir le monde du travail et de la création. C'est seulement sur des perspectives transformatrices au service du monde du travail qu'elle pourra gagner à nouveau. De ce point de vue, en organisant des oppositions entre peuple et élite, entre centre et périphérie, entre quartiers populaires et France des pavillons, en agrégeant des demandes diverses, comme autant de parts de marché électorales, en donnant la priorité aux affects, la gauche s'éloigne du renforcement d'une conscience de classe.

De la même manière, les discours communautaristes, les outrances flirtant parfois avec l'antisémitisme, le racisme, la démagogie et le complotisme divisent tous ceux et toutes celles qu'il faudrait unir dans le combat pour le dépassement du capitalisme. Acter des divisions entre travailleurs, de l'affaiblissement historique du mouvement ouvrier organisé et des forces de gauche, c'est renoncer au rassemblement du monde du travail et de la création et à l'édification d'une dynamique majoritaire en capacité d'inverser le rapport de force, condition indispensable pour faire face à la progression de l'extrême droite et ouvrir un chemin d'espoir.

Par ailleurs, une conception verticale du changement largement déléguée à des représentantes et représentants institutionnels, en particulier à la figure présidentielle, décrédibilise les possibilités transformatrices de l'implication populaire. La conquête électorale de l'appareil d'État restera infructueuse sans penser la conquête du pouvoir sur la production et l'affranchissement de la société de l'emprise du capital. La gauche restera structurellement minoritaire, en rupture avec sa base sociale historique sans intervention populaire agissante.

Ce d'autant que le mouvement social a été puissant ces dernières années sous des formes diverses. Bien sûr il s'est heurté à des oppositions patronales et politiques féroces. Il a cependant permis l'expression de l'affrontement de classe avec des victoires sur les salaires dans de nombreuses entreprises ou encore un mouvement sur les retraites devenu majoritaire dans le pays. S'il n'a pas empêché la réforme, il a définitivement mis en minorité le macronisme.

Il a contribué à la prise de conscience populaire de droits à défendre et caractérisé le pouvoir d'agir d'une classe en soi.

Face à cela, le pouvoir politique, à l'appui des puissances d'argent, a réagi par la coercition depuis les lois « *travail* », avec une répression anti syndicale d'une ampleur inédite: la seule CGT comptabilise un millier de syndicalistes menacés par la justice ou le patronat, jusqu'à ses premiers dirigeants et la secrétaire générale elle-même jetée devant les tribunaux par une organisation patronale. Les associations subissent également cette offensive. La baisse des financements publics, le renforcement des contrôles et les restrictions induites par le contrat d'engagement républicain (CER) fragilisent leur indépendance et leur capacité d'action jusqu'à pouvoir servir de pression politique.

Le PCF réaffirme le rôle incontournable des luttes dans la construction d'une majorité populaire agissante et la nécessité d'un travail complémentaire des organisations syndicales et politiques dans le respect du rôle et de la souveraineté de chacun. Les obstacles rencontrés par le mouvement syndical comme l'affaiblissement du PCF participent des difficultés à faire gagner un projet politique révolutionnaire porté en commun contre la classe capitaliste.

Pour les forces de gauche, l'enjeu n'est pas de se partager une part du marché électoral plafonnant à 30 %. Il s'agit avant tout de reconstruire une base sociale solide. Cela passe par deux actions essentielles : rendre visibles et compréhensibles les intérêts opposés entre les travailleuses et travailleurs d'une part et la classe capitaliste d'autre part ; construire des convergences et forger une conscience de classe entre les différentes catégories de travailleuses et travailleurs. C'est une nécessité de reconstruire un projet politique, articulant les enjeux de transformation de l'économie, du monde du travail, de l'environnement et des progrès scientifiques et technologiques, capable de parler à la majorité sociale ayant un intérêt commun, de proposer une perspective de transformation crédible, progressiste.

Les communistes refusent toute conception du changement social reposant principalement sur la conquête électorale des institutions ou sur la figure d'une dirigeante ou d'un dirigeant providentiel. Si les élections constituent un terrain indispensable de la bataille politique et idéologique, elles ne sauraient se substituer à l'intervention consciente des travailleuses et des travailleurs, à leurs luttes et à leur organisation. La conquête des institutions ne peut être dissociée de la conquête de nouveaux pouvoirs sur la production, l'économie et les choix qui engagent la société.

Une transformation sociale profonde ne pourra aboutir qu'avec une mobilisation populaire durable, la construction d'une conscience de classe, une véritable hégémonie idéologique du monde du travail et de la création, une remise en cause de l'emprise du capital. La mobilisation et l'organisation des travailleuses et travailleurs (sous les formes qu'elles et ils jugent nécessaires) est donc une nécessité.

Sans ce travail de fond, toute recomposition restera fragile et incapable de disputer le pouvoir à la droite et à l'extrême droite lors des échéances de 2027 et au-delà. Le risque n'est pas seulement la victoire de l'extrême droite et l'échec de la gauche en 2027 mais sa marginalisation durable dans le champ politique.

1.5. Bilan de l'activité du PCF ces trois dernières années

Ces trois années, marquées par de fortes urgences politiques et sociales, nécessitent un bilan lucide permettant d'identifier à la fois les réussites et les difficultés rencontrées afin de renforcer l'efficacité de l'action des communistes.

Durant cette période, l'activité du PCF s'est déployée sur de nombreux fronts : la défense de la paix et de l'internationalisme, la remise des questions d'emploi et de travail au cœur du débat, la dénonciation des 211 milliards d'euros d'aides publiques aux entreprises, l'élaboration du « *plan climat Empreinte2050* », la production de propositions à travers les commissions et les livrets thématiques, un nouvel élan donné à l'activité féministe du PCF avec l'assemblée annuelle des femmes, le combat contre les VSS (violences sexistes et sexuelles), ainsi qu'une campagne nationale pour l'industrie et les services publics.

Le PCF dispose d'atouts importants.

Ses commissions, ses publications, son réseau militant et ses élues et élus, ainsi qu'une visibilité retrouvée, lui permettent de produire des idées novatrices et d'intervenir dans le débat public. Toutefois, le caractère à la fois radical et réaliste de son projet de dépassement du capitalisme demeure insuffisamment perçu et ses propositions manquent de visibilité sur le terrain comme dans les médias.

Concernant l'organisation, l'objectif de renforcer l'implantation du parti sur les lieux de travail et de développer des cellules n'a pas encore produit tous les résultats attendus. De même, la campagne pour l'industrie et les services publics, bien qu'appuyée sur de nombreux combats locaux, n'a pas eu l'impact espéré et devra être mieux articulée aux luttes sociales en montrant la priorité à donner à l'emploi et en faisant le lien avec, d'une part, l'enjeu d'une autre utilisation de l'argent et, d'autre part, avec le projet communiste de Sécurité-Emploi-Formation.

Durant ces trois ans, le PCF a connu des temps forts électoraux. Aux élections européennes de 2024, le PCF a porté une autre vision de l'Europe avec détermination et a gagné en visibilité sur des thèmes qui ont marqué la campagne en dénonçant par exemple l'imposture sociale du RN.

Pour autant, dans cette élection qui lui a toujours été difficile, le PCF n'est pas parvenu à suffisamment mobiliser dans les urnes le monde du travail pour défendre ses intérêts et à avoir le résultat suffisant pour faire son retour au parlement européen. Pourtant les évolutions géopolitiques récentes, les tensions commerciales et les logiques impérialistes à l'œuvre au niveau mondial, confirment la pertinence de ses propositions. Transformer l'Europe, notamment sur la question du pouvoir de la finance et de la coopération entre peuples souverains dans le respect du droit international reste un combat d'avenir.

Par ailleurs, articuler l'affirmation communiste et le nécessaire rassemblement de la gauche demeure un enjeu central. Cette question s'est posée lors du mouvement contre la réforme des retraites, notamment avec nos propositions de financement pour développer la cotisation sociale et financer une bonne retraite à 60 ans à taux plein. Elle doit constituer un chantier prioritaire pour la période à venir.

Un bilan détaillé des élections municipales de mars 2026 devra également être conduit afin d'en tirer tous les enseignements.

Toute cette période est riche d'enseignements pour le parti. Plusieurs propositions de la partie 3 s'inscrivent dans la volonté de dépasser les difficultés rencontrées.

1.6. Le PCF au service de la conquête des pouvoirs par les travailleuses et les travailleurs

Un espace politique s'ouvre : le PCF doit y jouer un rôle décisif.

La construction de combats unitaires doit être une priorité. L'ingénierie politique mise en œuvre dans les entreprises au cours des quarante dernières années s'est traduite par une dépolitisation des questions du travail et du syndicalisme, faisant des lieux de travail une machine à désespoir, à isolement des salariées et salariés, à fabrique de l'abstention devenue majoritaire et au vote d'extrême droite. Et si l'adversaire s'emploie à fragmenter le salariat, à opposer les catégories populaires entre elles et à dissoudre la

conscience de classe, les transformations du travail font aussi émerger de nouvelles convergences. Ouvriers, ouvrières, employées, employés, petits indépendants et indépendantes (agriculteurs, agricultrices, commerçantes, commerçants, artisanes et artisans), techniciennes, techniciens, ingénieures, ingénieurs, cadres, enseignantes, enseignants, soignantes, soignants, subissent, à des degrés divers, la même domination, faite d'exploitation, de précarisation, de perte de sens du travail et de dépossession des choix sur la production et leur activité.

Cette réalité exige du PCF qu'il engage un travail de fond sur les recompositions des structures de classe : les qualifier, les définir, leur donner un sens politique, autrement dit les repenser concrètement. Le 40e Congrès donne mandat au conseil national pour mener ce travail afin de reconstruire des repères communs, des intérêts partagés et une perspective collective.

Pour y parvenir, le PCF fait de la politisation de la lutte des classes une priorité. En tissant des solidarités concrètes et en permettant la construction d'une identité collective, il s'agit de répondre aux aspirations populaires en démontrant la nécessité de défendre des intérêts de classe. Cela suppose des transformations révolutionnaires amplifiant l'intervention populaire, ainsi que l'organisation et la réimplantation du PCF dans les entreprises, les territoires et les institutions. C'est par cette dynamique que s'ouvrira la voie de la conquête des pouvoirs et du dépassement du capitalisme.

PARTIE II

La paix, le travail et la République au cœur du projet communiste

2.1. Le parti pris de la paix, de l'internationalisme et des coopérations internationales

Alors que l'impérialisme emmène la planète vers une possible guerre généralisée, les derniers gouvernements ont accéléré la soumission de la France à l'OTAN, bras armé des États-Unis, et ont suivi en cela les impasses de la construction capitaliste et atlantiste de l'Union européenne.

Les classes dirigeantes françaises, dans le prolongement d'une longue tradition d'interventionnisme hors des frontières, le plus souvent dans une logique néocoloniale, s'inscrivent dans des logiques de guerre et de militarisation de l'économie qui piétinent le droit international, prolongent les évolutions contemporaines du capitalisme et entraînent la France vers une confrontation globale meurtrière.

Face à la crise du capitalisme, à l'affrontement généralisé et exacerbé des rivalités capitalistes, portant en elles les germes de la guerre, les communistes luttent pour construire un autre ordre du monde, de codéveloppement pour l'ensemble de l'humanité et des peuples, par la construction d'un nouveau type de coopérations entre peuples souverains et associés soutenues par l'intervention démocratique des travailleuses et travailleurs à tous les niveaux. La guerre n'est pas inévitable.

C'est un choix politique poussé par la crise de rentabilité du capital ayant pour conséquence la fuite en avant dans les logiques libre-échangistes ou nationalistes. La militarisation de l'économie au service des grands groupes industriels et financiers va à l'encontre des intérêts communs des peuples. Les ressources doivent être orientées prioritairement vers la satisfaction des besoins humains, la sécurité collective et les coopérations internationales. Le PCF refuse la militarisation de la jeunesse qui ne doit pas être réduite au rang de simples valets d'armes. Il défend la construction d'une économie de paix.

Le PCF défend une politique indépendante et souveraine de paix, sur la base du droit international et de la Charte des Nations Unies, au service de la construction d'un nouvel ordre du monde, de peuples et de nations souverains et associés. Les aspirations qui émanent des peuples du « *Sud global* », de pays des BRICS, de la CELAC (Communauté des États latino-américains et des Caraïbes) ou de l'Union africaine, en faveur du multilatéralisme et contre l'hégémonie du dollar permettent de développer des luttes et penser des alternatives.

Une politique de paix ne signifie pas uniquement une absence de guerre, mais une action politique pour la résolution des causes des conflits et des crises internationales qu'elles soient politiques, économiques, sociales, climatiques. Ce n'est pas une politique de capitulation, mais une action résolue de la France en faveur de l'émancipation, de la souveraineté démocratique des peuples et du droit des nations à disposer d'elles-mêmes pour la sécurité collective. Cela implique le refus des ingérences extérieures qui remettraient en cause leurs aspirations et la reconstruction d'une politique indépendante de défense nationale et populaire. C'est une action pour la culture de paix afin de prévenir les conflits en s'attaquant à leurs causes profondes par la négociation et de renforcer la culture de paix par l'éducation, l'anticipation des risques liés au changement climatique, le respect des droits humains, le développement économique et social partagé, l'égalité femmes-hommes, la participation démocratique, la liberté d'information et de communication.

Le PCF porte l'exigence que la France retrouve une place de premier plan dans la défense et la promotion du droit international et des droits humains en reprenant en mains ses moyens d'action indépendants :

→ Par la sortie immédiate de l'OTAN, première étape vers sa dissolution et la construction d'un espace de sécurité collective européen, de l'Atlantique à l'Oural, dans l'esprit d'Helsinki.

→ Par la remise en cause des traités européens et de la logique capitaliste de la construction de l'UE dans la perspective de la construction d'une Europe de peuples et de nations libres, souverains et associés. Les droits souverains des peuples européens doivent s'imposer aux décisions austéritaires et bellicistes prises par les institutions européennes. L'Union européenne entre dans une nouvelle étape. Elle est de plus en plus soumise aux intérêts de l'impérialisme étatsunien, et de l'OTAN qui est son bras armé, au détriment des intérêts des peuples européens. Elle prend en charge le coût de la guerre en Ukraine.

S'y ajoutent les tentations d'un fédéralisme armé avec l'élargissement des compétences de la Commission notamment sur les questions de défense et de politique étrangère, l'essor du poids de l'extrême droite dans les décisions européennes et l'encouragement du révisionnisme historique. La bataille pour une nouvelle construction européenne doit s'appuyer sur les luttes. Cela implique notamment de rechercher des coopérations à géométrie choisie au sein desquelles les peuples décident en toute souveraineté, dans le cadre national, des projets qu'ils nouent entre eux, que ce soit dans les domaines industriel, agricole, climatique ou d'alignement des droits sociaux et démocratiques sur le mieux-disant. La bataille pour y parvenir implique la redirection de la création monétaire de la BCE vers un fonds de développement économique, social et écologique européen.

Le 40e Congrès mandate le conseil national pour organiser au sein du PCF un débat portant sur son projet européen et son positionnement sur l'Union européenne d'ici 2028.

→ Par la reconstruction d'une politique et d'un outil de défense nationale et populaire indépendante, placée sous contrôle exclusif du Parlement et du peuple. Il s'agit de construire un nouveau lien entre l'armée et la nation. Il est urgent de cesser le démantèlement des industries stratégiques massivement privatisées et vendues à la découpe. Le PCF appelle à la reconstruction d'une base industrielle et technologique de défense sous contrôle de la nation, fondée sur la dualité des activités civiles et militaires, constituée autour d'un pôle public national de défense, auxquelles pourront s'adosser les TPE et PME dans des collaborations mutuellement avantageuses. Les besoins capacitaires et budgétaires alloués aux armées doivent être réorientés exclusivement vers les besoins de la défense nationale. Ils ne peuvent pas être utilisés comme prétexte pour mener une politique renforcée d'austérité de démantèlement des droits sociaux, des services publics et de reculs écologiques. Le PCF appelle à l'ouverture d'un débat sur la relation entre la nation et l'armée, c'est-à-dire sur la nature, le rôle et les missions de l'armée afin qu'ils répondent aux enjeux contemporains de la sécurité de la France et de la sécurité globale.

Le PCF s'oppose aux forces de projection militaire extérieures en dehors d'un mandat onusien et de

l'approbation du Parlement français. La modernisation et le développement des forces armées doivent être centrés sur la défense du territoire. En ce sens, le PCF s'oppose à la construction du porte-avions à propulsion nucléaire de nouvelle génération. Le PCF s'oppose aussi à la militarisation de l'UE, à la prolifération nucléaire en Europe et dans le monde, à l'eupéanisation de la force nucléaire française, aux projets d'une armée européenne ou de mutualisation des moyens sous commandement de l'OTAN. Le PCF défend la conclusion d'accords bilatéraux ou multilatéraux de coopération répondant aux intérêts communs des peuples européens.

Cette politique souveraine est le moyen de rebâtir une politique de paix et de coopérations internationales :

→ Par la défense de l'accord de Paris sur le climat.

→ Par la défense de l'action du Bureau International du Travail et de la Charte de Philadelphie.

→ Par le développement d'une action politique et diplomatique pour résoudre les causes des conflits, sur la base du droit international. C'est notamment le cas en Ukraine, pour mettre fin à la guerre à grande échelle déclenchée par le régime au pouvoir en Russie, et pour faire cesser l'interventionnisme de l'OTAN en Ukraine, sur la base de l'indépendance et de la neutralité du pays. Ses causes profondes sont la chute du système sécuritaire européen du fait de l'expansion de l'OTAN vers l'Est, le non-respect des Accords de Minsk et le non-règlement de la guerre à l'Est de l'Ukraine depuis 2014. C'est aussi le cas au Proche et au Moyen-Orient, pour mettre en application la reconnaissance de l'État de Palestine aux côtés de l'État d'Israël et agir pour la création d'une zone sans arme nucléaire ni arme de destruction massive. C'est aussi le cas à Cuba qui en plus du blocus criminel imposé depuis 1962, subit aujourd'hui un véritable siège énergétique de la part des États-Unis, visant à l'asphyxier totalement tout en faisant peser chaque jour davantage la menace d'une intervention militaire sur l'île.

→ Par une politique nouvelle envers le continent africain, d'égal à égal, rompant avec le néo-colonialisme de la « *Françafrique* » remise en cause par l'exigence des peuples de voir respecter leur souveraineté dans tous les domaines, débarrassée de l'impérialisme français. Les accords de défense doivent être renégociés sur cette base. Le franc CFA/Eco doit être démantelé de façon à permettre aux pays concernés de reprendre leur souveraineté monétaire. Le PCF défend le retrait des bases militaires, l'annulation des dettes illégitimes, la lutte contre l'évasion fiscale et les crimes environnementaux des multinationales, en lien avec les travailleuses et travailleurs africaines et africains.

→ Par une politique soutenant le droit des peuples des territoires dits ultra-marins à l'autodétermination. C'est aux peuples concernés de décider de leur destin. Le PCF soutient ainsi la revendication d'indépendance de la Kanaky. Les territoires ultra-marins doivent pouvoir nouer des relations de co-développement avec les pays de leurs zones géographiques.

→ L'espace méditerranéen doit être un espace de paix et de coopération, sans intervention impérialiste extérieure ni ambition néocoloniale, pour les droits et la sécurité des personnes migrantes fondés sur le droit international, pour sauver la Méditerranée de la crise climatique, pour une résolution des conflits fondée sur le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes et les principes de sécurité collective. Du fait de notre histoire commune, les relations entre les peuples et les pays riverains de la mer Méditerranée doivent être renforcés.

→ Par un soutien réaffirmé aux forces progressistes et républicaines irlandaises qui luttent pour la réunification de la République d'Irlande.

→ Par une action pour refonder l'ONU et ses agences et les replacer au centre des relations internationales, il s'agit de faire correspondre son fonctionnement aux recompositions mondiales, et d'en revenir aux principes de la conférence de San Francisco. Les objectifs de développement durable de l'ONU doivent faire l'objet d'engagements internationaux nouveaux pour être pleinement réalisés. En tant

que membre permanent du Conseil de sécurité, la France dispose d'une voix et de moyens uniques. Elle se doit donc de jouer un rôle moteur dans ce processus de démocratisation et de renforcement de l'ONU, en accentuant le poids de l'Assemblée générale sur le conseil de sécurité notamment pour avancer sur la suppression multilatérale du droit de veto. Les États membres doivent faire appliquer les sanctions que l'ONU prend contre les États violant le droit international.

→ La France doit prendre une initiative européenne pour inciter à signer et ratifier le Traité sur l'interdiction des armes nucléaires (TIAN), et s'engager pour un processus mondial et global d'élimination des armes nucléaires sous contrôle international et respecter pleinement les obligations découlant du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP). Les armes nucléaires sont par définition des armes de destruction massive. La France doit respecter sa signature du traité international de commerce des armes de l'ONU.

→ Par le refus de la course à l'armement et du passage du budget de la défense à 5 % du PIB sous injonction des États-Unis.

→ Pour des traités de maîtrise du commerce, des investissements et de partage des technologies, ayant pour visée le co-développement de l'emploi et des biens communs (santé, éducation, climat...) ; des protections sociales et écologiques ; une réforme profonde des institutions financières et commerciales internationales (FMI, OMC) et les placer sous l'égide de l'ONU afin qu'elles concourent au développement des biens communs de l'humanité, de l'emploi et des services publics ; l'encouragement aux processus de dédollarisation, pour la construction d'une monnaie commune mondiale de financement des biens communs mondiaux ; et la réorientation de la création monétaire des banques centrales en faveurs de ces buts. En ce sens, le PCF soutient l'appel « *Pour une révolution des financements internationaux pour le climat* », lancé depuis Belém (Brésil) en novembre 2025.

2.2. Le parti pris révolutionnaire d'une nouvelle République

Les deux quinquennats d'Emmanuel Macron ont durci les rapports de classes et aggravé la crise de la démocratie, ce qui nourrit la progression de l'extrême droite et ses pratiques, les violences croissantes de groupes fascistes ou néonazis, les offensives des fondamentalismes religieux contre les principes de la République, les replis identitaires et obscurantistes, les menées racistes et antisémites, le crime organisé et la corruption, toutes les montées du populisme. Dans ce contexte, les dix ans écoulés se sont traduits par un durcissement autoritaire dont ont témoigné la brutale répression du mouvement des Gilets jaunes et les stratégies policières provocatrices mises en œuvre contre les manifestations du mouvement social ou les rassemblements de soutien au peuple palestinien. C'est la République elle-même qui s'en retrouve en grand danger.

Néanmoins, l'aspiration à une démocratie renouvelée s'exprime à l'occasion de toutes les mobilisations et de tous les scrutins. L'heure est à une refondation républicaine de la France.

2.2.1. Une République démocratique, laïque, universaliste, sociale, féministe et écologiste

La République pour laquelle militent les communistes n'est pas un simple régime politique : c'est un projet d'émancipation humaine, une conquête permanente contre l'exploitation, les privilèges et l'arbitraire. Elle doit être pleinement démocratique, laïque, universaliste, sociale, écologiste et féministe. Elle doit s'appuyer sur les mobilisations populaires.

Elle vise à « *pousser jusqu'au bout* » les principes édictés par les Lumières et la Révolution française, dont Marx disait qu'ils avaient fait « *éclore l'idée communiste* ». Elle entend s'appuyer sur sa conception de la nation, définie comme communauté politique des citoyennes et des citoyens, qui récuse toute référence ethnique ou filiation religieuse telles qu'il en existe ailleurs en Europe ou dans le monde. Elle revendique l'héritage des grandes révolutions françaises qui, comme d'autres processus révolutionnaires à

l'échelle internationale, ont affirmé l'égalité des droits, la souveraineté populaire et l'universalité de la citoyenneté contre les privilèges.

Depuis 1789 et la Commune de Paris, jusqu'au Front populaire et à la Résistance, ce combat républicain est un combat de classe car la République ne peut devenir pleinement démocratique et sociale sans remettre en cause la domination du capital sur le travail et les institutions. En ce sens, elle doit être un instrument de lutte contre l'exploitation et toutes les dominations.

Donner du sens à la démocratie, c'est permettre au peuple et à la nation de conquérir leur entière souveraineté dans des institutions nouvelles, c'est également l'étendre au monde du travail. C'est défendre et étendre les libertés publiques aujourd'hui menacées, rapprocher les citoyennes et les citoyens des lieux de décision. C'est promouvoir le pluralisme des idées et de la création culturelle. C'est promouvoir le pluralisme des idées et de la culture, garantir l'indépendance des médias et des rédactions face aux entreprises de concentration à l'œuvre, ce qui suppose de défendre les droits des journalistes et de garantir le développement d'un service public de l'information et de l'audiovisuel fort, indépendant et accessible à toutes et tous. C'est réaffirmer la légitimité des associations et le rôle de l'éducation populaire, indispensables à l'émancipation et à la cohésion sociale sur tout le territoire. C'est assurer la sécurité des personnes tout en les prémunissant de toute dérive liberticide.

Réaffirmer l'engagement laïque de la République, c'est faire respecter scrupuleusement la séparation des Églises et de l'État, ce qui passe notamment par l'extinction progressive du Concordat en Alsace-Moselle pour mettre fin au financement de certains cultes par l'argent public. C'est préserver la société des dérives communautaristes et sectaires, comme de tous les intégrismes religieux. C'est défendre la liberté de conscience, protéger les individus dans l'exercice de leur croyance et refuser toute stigmatisation à leur encontre lorsqu'ils sont attaqués pour ce qu'ils sont. C'est garantir à chacune et chacun l'accès à une pleine citoyenneté. C'est respecter les diversités culturelles et linguistiques qui sont une richesse pour la France, tout en refusant qu'elles soient instrumentalisées par des logiques différencialistes remettant en cause l'indivisibilité de la République. C'est combattre la montée des obscurantismes, des déterminismes identitaires en promouvant une lecture rationnelle du monde. C'est également concourir à l'unité du monde du travail contre tout ce qui le divise.

Proclamer l'universalité des droits humains, c'est refuser les tentatives réactionnaires de les limiter et de les hiérarchiser en fonction de l'origine, du sexe, du genre, des héritages culturels.

C'est agir pour l'égalité réelle entre toutes et tous, ce qui suppose en premier lieu d'œuvrer à la révolution féministe sans laquelle aucune grande avancée des droits universels ne sera possible. C'est participer au travail de mémoire, viser à réparer les crimes du colonialisme et de l'esclavagisme, comme les crimes liés aux discriminations racistes et antisémites qui ont marqué l'histoire de France.

Rendre sociale la République, c'est lui permettre de concourir à l'émancipation humaine, c'est permettre aux hommes et aux femmes de se libérer de l'exploitation comme de toutes les formes d'aliénation sociale. C'est combattre toutes les expressions du mépris de classe, arme idéologique et culturelle de la lutte des classes. C'est donner à tous et toutes les moyens de remettre en cause la domination du capital, de contrôler les choix faits en leur nom et d'en décider, à la cité comme sur les lieux de travail, grâce à la conquête de nouveaux pouvoirs et de droits économiques et sociaux.

Rendre écologiste la République, c'est la sortir de l'exploitation et de la destruction du vivant au service du capital. C'est assurer les besoins de toutes et tous en adéquation avec les capacités de la planète, transformer les modes de production et de consommation pour en limiter les pollutions de toute nature, et garantir l'adaptation de la société à un climat en évolution.

2.2.2. De nouvelles institutions au service de la souveraineté populaire

Le système institutionnel français est en contradiction avec les exigences du temps. La Ve République, à laquelle le PCF est opposé depuis 1958, s'est progressivement enfermée dans un présidentialisme qui marginalise le Parlement et éloigne les citoyennes et les citoyens des décisions.

Le quinquennat et l'inversion du calendrier électoral en 2002 ont renforcé cette personnalisation et l'autoritarisme du pouvoir. Le Parlement, pourtant dépositaire de la souveraineté nationale, est trop souvent réduit à entériner les choix de l'exécutif, sous la contrainte des articles 49.3 ou 40 de la Constitution et d'un ordre du jour verrouillé. Cette concentration nourrit la frustration et fragilise la démocratie.

Il est temps d'ouvrir le chantier d'une nouvelle République. Rompre avec le présidentialisme signifie refonder l'État et la vie politique du pays sur un principe clair: la souveraineté appartient au peuple. La nouvelle République sociale doit favoriser la conquête des pouvoirs, c'est ainsi que le peuple retrouvera la maîtrise de son avenir.

Cela suppose de redonner toute sa place à la représentation nationale et de redéfinir la répartition des pouvoirs.

Le Parlement doit redevenir le cœur de la vie démocratique, avec des pouvoirs renforcés de contrôle et d'initiative, une véritable capacité d'évaluation et la maîtrise de son ordre du jour. L'instauration d'une proportionnelle réelle, assurant à tous les courants une représentation correspondant à leur influence électorale, est indispensable pour que chaque voix compte et que le pluralisme soit respecté.

Mais la souveraineté du peuple ne peut s'exercer uniquement lors des élections. La démocratie doit être un processus permanent: référendum d'initiative citoyenne encadré et droit de pétition effectif, convention citoyenne suivi d'un projet de loi débattu au Parlement... De nouvelles conquêtes démocratiques doivent viser le dépassement des délégations de pouvoir par la création d'institutions nouvelles de participation et d'intervention.

Cette exigence doit également s'incarner dans tous les territoires. Depuis la Révolution française, les collectivités locales sont le cœur battant de la République, elles doivent disposer des moyens (financiers comme humains) nécessaires pour répondre aux besoins des populations. Une et indivisible, la République ne peut être morcelée, au nom d'une fausse décentralisation, par un fédéralisme source de concurrences, de fractures et d'inégalités. De ce point de vue, le projet constitutionnel d'autonomie de la Corse est une atteinte grave aux principes et à la conception même de la nation et de la République. Ainsi, ce qui est valable pour la Corse, cofondatrice de la nation depuis le 30 novembre 1789, le serait pour d'autres régions métropolitaines. Pour la Corse, ce serait d'autant plus désastreux qu'elle est déjà la région où le taux de pauvreté et les inégalités sont les plus élevés de la France métropolitaine.

Une République démocratique est une République qui fait confiance à ses territoires et qui garantit leur égalité devant la loi commune. Les communistes ne se résignent pas à la poursuite de l'affaiblissement politique et économique des communes et des départements ou à la marche forcée vers la métropolisation. Les communistes défendent une organisation institutionnelle qui concilie responsabilité locale et cohésion nationale. De la même manière, ils sont attachés au principe de continuité territoriale, précisément parce qu'il procède d'un principe plus fondamental encore: celui de la solidarité nationale.

Assoir la démocratie, c'est garantir l'État de droit où nul n'est au-dessus de la loi et où les libertés sont protégées contre l'arbitraire. La justice, indépendante et accessible, en est la garantie essentielle, veillant à l'égalité de toutes et de tous devant la loi et au contrôle de l'action publique. Les douanes y contribuent, dans le cadre de certaines leurs attributions. Ils doivent assurer la sécurité du pays. Leurs missions de tranquillité, de proximités, et de protection sont indispensables, dans le respect strict des droits, sous le contrôle de l'autorité judiciaire qui doit en avoir les moyens. Par ailleurs, une institution indépendante doit permettre les recours contre tout abus. La police municipale ne doit pas devenir le supplétif de la police

nationale.

Il est nécessaire de construire des alternatives à un système carcéral aujourd'hui marqué par l'inhumanité et l'inefficacité. Il est aussi nécessaire d'en finir avec la surpopulation carcérale, véritable indignité nationale qui a des impacts sur l'accès aux soins, sur le travail, sur la formation et sur la préparation à la sortie de personnes détenues. Les peines aménagées doivent être favorisées pour les personnes les moins dangereuses. Le suivi des personnes condamnées, notamment via les services de probation doit être une réalité. Les droits de la défense, le débat contradictoire, les jurys populaires, et la présomption d'innocence doivent être au cœur des procédures pénales. Plus largement, l'accessibilité et l'efficacité du système judiciaire sont aujourd'hui gravement compromises par des décennies d'austérité budgétaire.

Cette pénurie dramatique de moyens humains et matériels entraîne des délais de jugement intolérables pour les justiciables et les victimes. Cette lenteur institutionnelle est méthodiquement exploitée par l'extrême droite. Il y a donc une urgence démocratique et républicaine à agir. C'est cet équilibre entre sécurité et libertés qu'entend fonder une politique républicaine de tranquillité publique.

Enfin, il ne peut y avoir de démocratie politique sans démocratie sociale. Les grandes orientations économiques, industrielles et écologiques ne peuvent être abandonnées aux marchés financiers. Dans un contexte de concentration du pouvoir économique entre les mains du capital, l'entreprise demeure un lieu central de domination et d'exploitation, où les décisions stratégiques—production, investissements, emploi, organisation du travail, mais aussi désindustrialisations et déstructurations — échappent largement à celles et ceux qui produisent les richesses. Cette contradiction est au cœur de la crise démocratique contemporaine.

Droits et pouvoirs étendus pour les salariés du privé et du public, les organisations syndicales, les usagères et usagers des services publics, maîtrise publique des secteurs stratégiques, développement et garantie des services publics doivent être au cœur du pacte républicain. Ce sont aussi de nouveaux pouvoirs à conquérir à travers des comités d'usagers à toutes les échelles, des assemblées locales de suivi et de contrôle des aides économiques accordées aux entreprises, et de pilotage des projets de formation et d'emploi.

C'est ainsi que le peuple retrouvera la maîtrise de son avenir.

2.2.3. La bataille de l'égalité et de l'universalité des droits

2.2.3.1. Porter l'ambition d'une révolution féministe, universaliste et internationaliste

Le PCF porte l'ambition d'une révolution féministe universaliste pour libérer la société du capitalisme et du patriarcat, pour mettre fin aux violences, notamment sexistes et sexuelles, faites aux femmes, et réaliser l'égalité dans toutes les sphères de la société.

Les luttes contre toutes les violences de classe, contre les violences faites aux femmes et contre toutes les dominations patriarcales, sont consubstantielles au combat émancipateur des communistes et sont un moteur essentiel de la transformation sociale. Le combat féministe est articulé au combat de classe, sans jamais lui être subordonné. La fin du capitalisme ne veut pas dire la fin de la domination patriarcale. Le féminisme s'attaque simultanément aux rapports de domination patriarcale et aux inégalités sociales. Le féminisme des communistes s'inscrit dans l'héritage du mouvement ouvrier et du marxisme. Il articule trois exigences pour répondre à la nécessité en soi du combat pour l'égalité entre les femmes et les hommes, mais aussi à la nécessité stratégique d'unir notre camp social : une mobilisation massive des femmes du monde du travail et de la création ; les remises en cause de la division sexuée du travail et de l'assignation du travail reproductif ; et la transformation de l'ordre social existant.

Les communistes portent l'exigence d'un modèle de société dénuée de rapports de domination, de marchandisation, de contractualisation et d'exploitation des corps. Ils soutiennent la lutte contre l'industrie

pornographique, pour l'abolition de la prostitution et le maintien de l'interdiction de la GPA. Ils portent l'égalité salariale, l'amélioration des conditions de travail des femmes et la lutte contre la précarité. Les communistes réaffirment que la laïcité est un principe non négociable, indispensable à l'émancipation des femmes et à l'égalité.

Santé, travail, logement, mobilité, sécurité, justice, éducation, sport et culture

: les communistes portent un projet féministe qui repose sur la promotion et le développement des services publics, afin d'assurer l'accès aux droits pour toutes et tous à égalité sur l'ensemble du territoire et dans tous les domaines. Les communistes soutiennent l'adoption de la loi-cadre intégrale portée par la Coalition féministe et enfantiste. Ils exigent que l'ensemble des institutions soit doté des moyens nécessaires pour prévenir et lutter résolument contre les violences sexistes et sexuelles, dès l'enfance et à tous les âges.

Les offensives contre les droits des femmes, la progression des discours masculinistes et la montée des forces réactionnaires et d'extrême droite menacent les conquêtes féministes, sociales et démocratiques. Face à cela, le PCF contribue pleinement aux mobilisations féministes. La lutte contre l'extrême droite est historiquement liée à la définition même du combat féministe des communistes, porté par une culture de paix, de justice sociale et de solidarité internationale.

Un projet communiste ne peut ainsi être que féministe.

2.2.3.2. Protéger les enfants, une conquête communiste pour l'émancipation

Le PCF propose de faire de la protection de l'enfance un principe fondamental de la République en l'intégrant à la Constitution.

La reconstruction d'une Aide sociale à l'enfance à la hauteur des besoins est indispensable.

C'est en assurant à chaque enfant un environnement protecteur et sécurisant que seront posées les fondations de la société à construire.

Cela passe par la création d'un grand service public unifié de la protection de l'enfance, 100 % public et gratuit, doté de moyens humains et financiers massifs, afin de répondre durablement à la crise actuelle et de garantir l'émancipation des enfants comme sujets de droit.

Dans un contexte marqué par l'aggravation des inégalités sociales, les violences intra-familiales et sexuelles, la prostitution des mineures et mineurs, les conséquences des guerres et la fragilisation des services publics, le PCF défend une politique ambitieuse de protection de l'enfance fondée sur la prévention, l'égalité d'accès aux droits, le renforcement des services publics, la lutte contre la pédocriminalité et toutes les violences faites aux enfants. Le PCF inscrit la protection de l'enfance, en lien avec l'ensemble de ses commissions, avec ses élu·es et élus, comme une dimension structurante d'un communisme de conquêtes et d'émancipation.

2.2.3.3. Combattre le racisme, l'antisémitisme et toutes les discriminations

Les communistes veulent une société inclusive. Ils combattent toutes les discriminations et refusent toute forme d'essentialisation.

Une République qui lutte contre les discriminations agit pour la reconnaissance et le respect du droit de vivre librement son orientation sexuelle et son identité de genre. Le PCF se tient aux côtés des personnes LGBTQIA+ et combat toutes les normes oppressives qui assignent, dominent et excluent. Face aux violences, aux discriminations et aux discours réactionnaires, le PCF exige l'égalité pleine et entière et refuse toute instrumentalisation ou remise en cause de leurs droits. Parce que les oppressions se croisent et se renforcent, ce combat s'inscrit dans la convergence des luttes féministes, antiracistes et sociales.

La République agit pour en finir avec les logiques validistes et vise à créer les conditions d'une égalité réelle, et pour garantir aux personnes handicapées de vivre dignement et sans entrave, dans une société accessible à toutes et à tous. Elle combat la mise en concurrence des générations et toutes les discriminations fondées sur l'âge qui touchent les personnes âgées à travers les préjugés, l'isolement, les difficultés d'accès aux soins et la fracture numérique.

Pas d'émancipation sociale sans élimination du racisme, pas plus que de perspective sérieuse d'éradication du racisme sans progression du projet communiste et sans internationalisme.

Les formes de la domination raciste sont diverses. Ensemble de préjugés individuels et d'affects négatifs visant des groupes donnés, elles renvoient également à une idéologie fondée sur l'essentialisation et la hiérarchisation biologique ou culturelle de peuples ou de groupes d'individus. Dans le mode de production capitaliste, le racisme constitue un rapport social qui participe à l'organisation de l'exploitation du travail et à la division du monde du travail, au profit du capital. Il s'exerce à travers les discriminations (formation, emploi, logement, etc.), par la ségrégation et le cloisonnement dans l'espace social, par la violence.

Le racisme, les replis identitaires, xénophobes et nationalistes, trouvent dans le capitalisme en crise et en guerre un terreau très fertile. Partout sont fabriqués des ennemis, des boucs émissaires pour diviser les peuples. Les citoyennes et citoyens de religion ou de culture musulmane subissent aujourd'hui des discours et des actes racistes intolérables, en héritage du racisme colonial visant les peuples du Maghreb comme d'Afrique subsaharienne, et procédant d'une dangereuse assimilation aux menées de l'islamisme radical. L'antisémitisme, qui a conduit dans notre pays à l'affaire Dreyfus et à la collaboration du régime pétainiste avec le génocide nazi, connaît un insupportable regain. Le PCF récuse tout à la fois l'assimilation de la critique de la politique israélienne à de l'antisémitisme et le dévoiement à des fins antisémites du soutien au peuple palestinien. D'autres formes de racisme quotidien catégorisent des populations et doivent être combattues. La lutte contre toutes les formes de racisme est constitutive de l'histoire des communistes, elle est au cœur de leurs actions.

La loi doit sanctionner durement les propos et actes racistes. Une peine d'inéligibilité doit pouvoir être appliquée pour quiconque s'en rend coupable. Les élues et les élus, comme n'importe quelle citoyenne et citoyen subissant des attaques racistes doivent être protégées et protégés par la République. Les communistes portent en même temps l'exigence d'une politique éducative suivie, indispensable pour faire reculer les préjugés, les discours de haine et de division.

La tâche du PCF est de combattre tout ce qui alimente les fractures, ce qui divise le monde du travail et de la création, ce qui abîme les consciences qu'il s'agit de reconquérir pour reconstruire une dynamique majoritaire. L'antiracisme revêt en ce sens une dimension déterminante dans la bataille permanente que mènent les communistes contre l'extrême-droite et ses alliés.

L'antiracisme des communistes est universaliste. Il rejette les assignations identitaires et les concurrences mémorielles. Un universalisme qui lutte contre toutes les formes de racisme, toutes les oppressions, pour atteindre un objectif commun: l'égalité. La lutte contre le racisme, l'antisémitisme et toutes les discriminations, doit se fonder sur ce qui est en commun: les intérêts de classe. Elle s'appuie sur une conception humaniste et s'inscrit indéfectiblement dans le combat pour la République sociale et laïque, pour la paix.

2.2.3.4. Agir pour une autre politique migratoire, républicaine et internationaliste

Les communistes agissent pour une autre politique migratoire, républicaine et internationaliste, face à l'indignité caractérisant la situation des nombreux êtres humains contraints à l'exil, face aux violences du parcours migratoire, face aux peurs et aux inquiétudes qui en découlent dans les pays d'accueil. Ils luttent

pour rétablir la vérité sur les situations dramatiques de ces personnes et les raisons qui les ont poussées à migrer (politiques, climatiques, économiques...) et qui sont liées au désordre capitaliste mondial.

La politique migratoire du PCF repose sur quatre piliers : un internationalisme fait de coopérations solidaires, de promotion d'une culture de paix et de co-développement pour lutter contre les causes de migrations contraintes ; le combat universel pour l'égalité, la régularisation des travailleuses et travailleurs sans papiers comme des familles dont les enfants sont scolarisés sur le sol français, et la solidarité au sein du monde du travail quelle que soit la nationalité ; un accueil digne et sécurisé des personnes migrantes, reposant sur des voies internationales sécurisées, mutualisé en France et en Europe, reposant sur des dispositifs d'intégration ambitieux ; la lutte contre tous les racismes, articulée au combat de classe. L'unité du monde du travail est indispensable pour mettre en échec la volonté du capital de se servir de la précarité des populations immigrées pour faire baisser les salaires et régresser les droits de toutes et tous. C'est aussi pourquoi le PCF agit en faveur de leur syndicalisation et de leur participation à la vie démocratique et sociale de la France. Le PCF milite pour la mise en œuvre de la directive internationale des droits de l'Homme concernant la mise à l'abri des mineures et mineurs migrants non accompagnés.

Les communistes s'opposent à toutes réglementations visant à expulser et à enfermer des migrants dans des centres de rétention quels qu'ils soient, notamment extraterritoriaux (Pacte européen sur la migration et l'asile), ou toute tentative de création de milices similaires à la police étatsunienne ICE. Ils dénoncent l'opacité des moyens alloués à l'agence Frontex et exigent qu'une enquête soit faite, à l'échelon de l'Union européenne, tant sur son financement et que sur ses missions. Ils refusent la stigmatisation de l'immigration au nom de l'insécurité, la remise en cause du droit du sol et du droit d'asile. Ils réaffirment leur attachement à toutes les dimensions du droit international, dont le droit de circuler pour tous les êtres humains. Ils réaffirment également l'exigence du droit de vote et d'éligibilité des étrangères et étrangers extracommunautaires aux élections locales. La France est une nation politique. Elle doit rester être la terre d'accueil qu'elle est depuis la Révolution française, sa diversité est une richesse. Il lui incombe d'impulser, au niveau européen, une autre politique migratoire.

2.3. Le parti pris du travail émancipateur, le défi du socialisme au XXI^e siècle

De longues années de politiques libérales laissent une France exsangue et désindustrialisée, son agriculture à la merci des accords de libre-échange, ses services publics fortement dégradés voire démantelés pour préparer leur disparition.

Le bilan de ces politiques est un déclassement des travailleuses et travailleurs dont l'extrême droite fait son lit. C'est sous les quinquennats Hollande et Macron qu'elle a le plus progressé.

Les logiques de rentabilité, de financiarisation et de mise en concurrence dégradent les conditions de travail, intensifient l'exploitation, fragmentent les collectifs et privent les salariés et 22 salariées de maîtrise sur leur activité. Elles produisent de la souffrance, une perte d'autonomie et de sens. Le chômage de masse et la précarité constituent des moyens permanents de pression sur le monde du travail. La peur du déclassement, de la perte d'emploi ou de revenus renforce le pouvoir du capital sur les travailleuses et les travailleurs.

La qualité du travail se dégrade au-delà de la précarité statutaire par l'intensification des rythmes, la montée des contraintes managériales et algorithmiques, la perte d'autonomie et de sens, l'explosion du nombre de travailleuses et travailleurs dit indépendants, auto-entrepreneuses et auto-entrepreneurs, livreurs et livreuses ubérisées, chauffeuses et chauffeurs de plateformes privée.

L'ubérisation ne crée pas des entrepreneurs libres elle prive les travailleuses et travailleurs de toute protection collective, les expose à une exploitation intensifiée et isolée de tout collectif de travail capable de résister.

Dans les entrepôts de la logistique, dans les plateformes de services, dans les open-spaces des entreprises comme dans les services publics sous-dotés, des millions de travailleurs et travailleuses décrivent un travail empêché, un écart douloureux entre ce qu'elles et ils pourraient faire et ce que le système leur permet de faire. Cette souffrance au travail n'est pas une affaire individuelle, elle est le produit d'une organisation du travail entièrement orientée vers la maximisation du profit au détriment de la qualité, de l'utilité sociale, de l'éthique et des conditions humaines de réalisation. Cette organisation du travail est particulièrement destructrice pour les personnes handicapées (dont un grand nombre ont acquis une situation de handicap sur leur lieu de travail) qu'elle discrimine et écarte de l'emploi et du travail sans véritables sanctions pour les employeurs. Le salariat féminin concentre ces contradictions avec une intensité particulière. Massivement présent dans les métiers du soin, de l'éducation, du nettoyage et des services à la personne, il assure une part décisive de la vie sociale tout en étant le moins reconnu, le moins bien rémunéré, le plus précarisé.

À cela s'ajoutent les morts au travail de salariés et salariées, d'apprentis, apprenties, et de stagiaires, ainsi que la sous-déclaration persistante des maladies et accidents professionnels.

Face à la dégradation continue des conditions de travail, la santé au travail doit redevenir une priorité nationale, indissociable de la reconquête de pouvoirs nouveaux pour les salariés et salariées sur l'organisation et la finalité de leur travail.

Mais au travail se construisent aussi des prises de conscience et des exigences de transformation. Au cœur des contradictions entre le travail prescrit et le travail réel, les travailleuses et travailleurs développent quotidiennement des savoirs, des coopérations, des capacités d'initiative et des résistances indispensables au fonctionnement de la société.

Quand tout a été fait pour affaiblir la conscience de classe et pour éloigner la politique du monde du travail, renforcer l'intervention communiste sur les lieux de travail constitue un impératif stratégique en lien avec les luttes et les revendications syndicales.

Plutôt qu'une opposition « *peuple contre élite* », c'est l'affrontement capital-travail qui s'intensifie et qui doit mobiliser. Alors que les besoins humains et écologiques nécessitent davantage de coopération, de services publics, de formation et de démocratie, les logiques du capital imposent au contraire rentabilité financière, courttermisme et concurrence généralisée. Les impératifs liés au changement climatique appellent à une rupture sans précédent pour faire reculer l'extrême droite et construire le changement.

Le PCF appelle à mettre en œuvre un nouveau modèle de développement garantissant une société des biens communs, de l'émancipation et donnant la priorité au développement des capacités humaines et technologiques. Permettre à chacune et chacun de vivre dignement, de développer de nouveaux savoir-faire, de prendre part aux décisions et à l'œuvre collective, et de s'épanouir pleinement, voilà ce que veulent les communistes. Cette ambition pour la France prend résolument le parti du travail « *comme premier besoin vital* » en faisant reculer jusqu'à sa disparition « *l'asservissante subordination des individus à la division du travail et, avec elle, l'opposition entre le travail intellectuel et le travail manuel* » comme y invitait Marx.

2.3.1. Une visée révolutionnaire: le communisme. Un processus: le socialisme

Le capital n'a pas seulement épuisé ses marges de croissance, il a méthodiquement détruit les bases productives et sociales du pays.

En l'état actuel des rapports de production, dominés par l'extraction massive de la plus-value produite par le travail et la financiarisation, les capacités humaines et technologiques sont subordonnées à la rente du capital, sacrifiées sur l'autel des profits, condamnées par les logiques court-termistes et spéculatives. Or c'est le développement des capacités humaines qui est la clé d'une réponse aux défis sociaux,

économiques, écologiques, culturels dans un monde multipolaire marqué par les rivalités impérialistes, l'emballlement des dépenses d'armement, l'épuisement des ressources et de la biodiversité, l'urgence climatique.

Les communistes ne se résignent pas à cette « *fin de l'histoire* » que la classe dominante a voulu imposer dans les imaginaires. La marche du monde n'est plus tenable, des transformations radicales indispensables se cherchent. L'ordre ancien résiste de toutes ses forces à l'expression d'une exigence de neuf. Comme l'écrivait Marx, « *la pourriture est le laboratoire de la vie* ».

Pour garantir à chacun une vie digne, libre et heureuse, l'urgence est à relever l'immense défi du dépassement du capitalisme, à ouvrir avec le peuple une perspective révolutionnaire: le socialisme. En France, le communisme s'inscrit en profondeur dans l'histoire nationale et s'enracine dans un ensemble de conquises sociales qui ont fait reculer la domination capitaliste et impérialiste. Le PCF se réclame d'un communisme de son temps, entendu comme « *mouvement réel qui abolit l'état actuel des choses* ».

Le PCF est le parti du travail émancipateur, un parti de classe face au capital, le parti du peuple travailleur qui résiste, qui revendique son émancipation et dont le rôle agissant détermine le changement. Il est le parti de la lutte contre l'exploitation et l'oppression, contre toutes les dominations. Il est au cœur de la France qui lutte, qui fait vivre les solidarités et qui manifeste son attachement à l'égalité, sa répulsion face aux injustices et à l'autoritarisme. Il lutte pour une société des égales et des égaux dans les mobilisations pour faire reculer jusqu'à leur éradication les inégalités salariales, les ségrégations genrées et toute discrimination ou violence validiste, sexiste, raciste qui sévissent sur les lieux de travail. Face au capital, il revendique l'imposition des grosses fortunes, la suppression des exonérations fiscales dont bénéficient les grandes entreprises, la taxation des profits et des mesures contre l'évasion des capitaux. Mais face à la crise que traverse le pays comme bien d'autres, cela ne suffira pas si les marchés financiers décident de l'investissement et orientent l'économie vers la rentabilité immédiate plutôt que vers la satisfaction des besoins humains et la transition écologique.

Le PCF est engagé dans une bataille continue pour le développement de la démocratie dans l'ordre économique et politique.

Il nomme socialisme cette rupture avec le capitalisme jusqu'à son dépassement. Le socialisme est un processus historique de transformation sociale visant l'émancipation humaine. Il s'agit d'une société de transition, marquée par la coexistence et la confrontation entre des logiques héritées du capitalisme et des formes nouvelles de production, de propriété et de pouvoir appelées à se développer.

Le socialisme s'inscrit dans les contradictions du capitalisme contemporain, marqué par la domination de la finance, la mise en concurrence des travailleuses et des travailleurs dès la formation initiale, la subordination des besoins humains et écologiques aux logiques de profit. Il s'appuie sur les conquises sociales. Dans ce contexte, il vise à reprendre le pouvoir politique sur l'appareil d'État et sur l'économie : sur la production, sur l'investissement, sur la recherche scientifique, sur les choix technologiques et sur l'organisation du travail.

Cette transformation repose sur l'appropriation sociale des moyens de production, la maîtrise publique et démocratique du crédit et de la création monétaire, le dépassement du marché du travail tel qu'il organise aujourd'hui la mise en concurrence et la subordination du salariat. Elle ne se décrète pas. Elle se construit dans les luttes, dans l'intervention du monde du travail et dans la conquête progressive de nouveaux pouvoirs, en articulation avec l'action politique et institutionnelle.

Le socialisme nécessite le renversement du rapport de force entre capital et travail, une socialisation massive de la propriété, un nouveau pacte national où l'État comme les travailleuses et les travailleurs jouent pleinement leur rôle dans un processus démocratique refondé. Il s'inscrit dans la continuité des conquêtes démocratiques et sociales qui ont marqué l'histoire de notre peuple et du mouvement ouvrier

français.

Il s'organise autour de cinq piliers : planification démocratique d'objectifs sociaux, économiques et écologiques ; appropriation sociale et publique ; coopérations territoriales et internationales ; promotion des droits et des libertés ; émancipation culturelle.

Le socialisme repose sur la planification des objectifs de développement, décidés, contrôlés et évalués collectivement.

Désindustrialisation et financiarisation ont considérablement réduit les capacités du pays à répondre aux besoins sociaux et écologiques. Un pays sans industrie et agriculture fortes n'a pas d'avenir. Le projet communiste pour la France implique la planification du redéploiement productif pour renouer avec un développement continu, soutenable et rapide des forces productives. Ce dernier s'appuie sur un progrès technique libéré des entraves du marché capitaliste et mis au service de la satisfaction des besoins humains. Cette planification est définie démocratiquement avec les citoyens, le mouvement associatif, les travailleuses, travailleurs et leurs organisations.

Pour répondre aux besoins humains et au respect du vivant, le PCF porte un nouveau modèle de développement conditionné par la lutte contre le changement climatique, l'épuisement des ressources, les pollutions et l'effondrement de la biodiversité. Celui-ci est fondé sur une nouvelle industrialisation et une transformation agroécologique adossées à des services publics démocratisés, renforcés, élargis et facteurs d'égalité, à la refonte des infrastructures publiques et à la réorientation de l'argent. Le « *plan climat, Empreinte2050* », travail inédit dans le paysage politique français, en constitue un exemple.

Le socialisme passe par une socialisation massive de la propriété par l'extension de l'appropriation publique et sociale des moyens de productions, des nationalisations démocratiques ciblées, de nouveaux critères de gestion pour une nouvelle efficacité sociale et écologique, sous le contrôle décisionnel des représentantes et représentants des salariées et des salariés, des citoyennes et des citoyens. Cela passe aussi le développement du pôle public bancaire et financier appuyé sur une transformation de la politique monétaire et du crédit afin de réorienter l'argent vers l'emploi, la formation, les services publics, la transition écologique, le nouveau mode de développement. Le PCF veut garantir pour toutes et tous la sécurité matérielle, l'accès au savoir, à la culture, à la santé, au sport et à la mobilité, afin que le libre développement des capacités humaines devienne le moteur du progrès social.

Ces droits et pouvoirs nouveaux impliquent une profonde démocratisation articulée sur de nouvelles institutions populaires où s'exerce le pouvoir économique et politique.

La construction, à l'appui des luttes, d'une sécurité d'emploi et de formation permettra l'éradication du chômage en alternant périodes d'emplois et de formations avec une continuité de revenus et de droits pour permettre à chacune et chacun de réaliser ses potentialités individuelles en exploitant pleinement la cyber-révolution au service du développement des capacités humaines. Faire que chacune et chacun puissent choisir son parcours est un début de dépassement du marché du travail, mais aussi un chemin d'émancipation. Cela ouvre la voie à une égalisation vers le haut et à une nouvelle organisation des temps de la vie, donnant à toutes et tous plus de temps pour se former, plus de temps à consacrer à sa famille, plus de temps pour la vie sociale, culturelle et les loisirs. Une telle avancée révolutionnaire, combinée à une nouvelle étape de réduction du temps de travail serait un gain pour l'individu comme pour l'économie en développant l'emploi tout en réussissant la transition écologique.

Le socialisme s'appuie sur le développement de coopérations industrielles, scientifiques, agricoles et technologiques mutuellement avantageuses entre nations souveraines. Il récuse le repli national et la mise en concurrence généralisée des travailleuses et travailleurs, et des peuples. Les coopérations doivent permettre le partage des savoirs, le développement des capacités productives et la satisfaction des besoins humains dans le respect des exigences sociales et écologiques. Elles contribueront à engager la

décolonisation numérique en reconstruisant une souveraineté numérique française et européenne.

Le socialisme porte la promotion des droits et des libertés à travers le prisme de l'émancipation sociale, considérant que les libertés publiques ne peuvent s'épanouir sans droits sociaux fondamentaux. Il place l'égalité réelle au cœur de son programme, en défendant fermement les droits des femmes, des enfants, l'égalité professionnelle et la lutte contre toutes les formes de discriminations.

Sur le plan démocratique, il porte une protection absolue des libertés fondamentales, politiques, syndicales et associatives ainsi que la liberté de la presse, de la création et du droit à l'information. Enfin, il insiste sur une extension inédite des droits et libertés jusqu'au sein même des entreprises, afin d'arracher de nouveaux pouvoirs d'intervention et de gestion pour les travailleuses et travailleurs et leurs représentantes et représentants.

Le socialisme promeut l'émancipation culturelle. Cette émancipation est le résultat d'une double dynamique : d'une part une culture commune de haut niveau pour répondre aux défis du siècle, ce qui nécessite de renforcer les services publics de l'éducation et de la culture et leur financement pour construire cette culture et la transmettre à toutes et tous, à égalité ; d'autre part la promotion de la liberté de création, des arts et de la culture, ce qui implique de placer les artistes, créatrices et créateurs sous la protection de la République face aux attaques obscurantistes et à la marchandisation à outrance. L'émancipation culturelle est un horizon de libération individuelle et collective et un levier essentiel de transformation sociale.

À l'heure de la montée des forces d'extrême droite, cette émancipation culturelle est un enjeu stratégique pour combattre les rapports de domination. Elle doit être l'affaire de toutes et tous. L'État doit protéger l'art et la création de la domination des monopoles capitalistes et de l'industrie numérique étatsunienne, qui pillent leurs contenus et les uniformisent.

L'État et les institutions culturelles ont un rôle essentiel à jouer pour démocratiser l'accès à la culture, aux arts et à la création. Il faut sécuriser les financements publics pérennes et sécuriser les équipes techniques et de création au sein des établissements et structures culturelles. Le PCF œuvre à faire converger les luttes pour la liberté des travailleuses et travailleurs avec les combats pour la liberté de la création et de la recherche.

2.3.2. Un nouveau modèle de production

2.3.2.1. Reprendre en main et développer l'outil industriel

Le développement d'une nouvelle industrialisation pour la France est une urgence vitale. L'industrie est la colonne vertébrale économique. Par la création des richesses issues du travail, elle permet de faire vivre les territoires, de répondre aux besoins humains, de produire pour financer les conquêtes sociales et les services publics. Elle est centrale pour organiser la transition écologique. Le renouveau industriel en France est un enjeu démocratique, un enjeu de souveraineté pour répondre aux besoins humains, un enjeu de revitalisation économique au service de tous les territoires. C'est le seul secteur à générer trois à quatre emplois dans les services et les autres secteurs de l'économie pour un emploi industriel créé. Le PCF propose un nouveau pacte national pour une nouvelle industrialisation motrice de développement économique, social et écologique. Il s'agit de protéger l'appareil productif du court-termisme des marchés et de la rapacité des actionnaires. Dans l'immédiat, l'urgence est à un moratoire sur les licenciements et les fermetures de sites. Face aux logiques de liquidation industrielle, les communistes portent la mise en place d'un droit de préemption des salariées, salariés et des collectivités permettant, la reprise des entreprises menacées de fermeture ou de cession. Ces reprises doivent se faire à la faveur des luttes et selon les organisations choisies par les travailleuses et travailleurs pouvant ainsi s'inspirer d'exemples existant dans l'économie sociale et solidaire. Les communistes portent également avec force une réforme profonde des tribunaux des affaires économiques, pour mettre fin à la suprématie patronale sur ces juridictions, y faire

entrer une juste représentation des salariées et salariés, ainsi que des territoires.

Planifier permettra d'engager le renouveau industriel dont le pays a besoin en transformant les modes de production pour décarboner l'industrie sans casse sociale. Cette relance industrielle doit être placée sous un véritable contrôle public et démocratique. C'est la condition sine qua non pour planifier le développement, garantir l'emploi, sécuriser durablement nos approvisionnements et répondre, enfin, aux besoins réels de la population.

Le pays a besoin d'un État qui définit les filières stratégiques prioritaires pour un nouvel essor des forces productives appuyé par la révolution informationnelle, pour affronter la crise climatique, garantir la souveraineté nationale et la réponse aux besoins. Dans cette optique, des nationalisations dans les secteurs prioritaires sont nécessaires.

La transition écologique, juste socialement, suppose une adaptation au changement climatique et une transformation profonde de nombreuses industries, de l'énergie au bâtiment, en passant par les matériaux. Les infrastructures portuaires, ferroviaires ont besoin d'investissements massifs pour favoriser le fret maritime, fluvial et ferroviaire pour faire reculer la part modale du routier.

La mise en œuvre d'une nouvelle stratégie industrielle suppose également une remise en cause des règles de fonctionnement et des traités de l'Union européenne libre-échangistes et déloyaux. Les politiques de concurrence, les contraintes budgétaires et les règles encadrant les aides publiques entravent les stratégies industrielles publiques. Les communistes agissent pour permettre la planification écologique, le développement des services publics et le renouveau industriel. Contre le dumping économique et social à l'échelle de l'Union européenne, les communistes sont de toutes les luttes.

Dès aujourd'hui, il faut interdire la concurrence déloyale : une production agricole ou industrielle interdite sur le territoire français ou européen doit être interdite à l'import.

La nouvelle industrialisation voulue par le PCF défend la relocalisation des productions nécessaires, nourrie par les échanges et les coopérations en Europe et au-delà.

Le renouveau industriel implique un renouveau démocratique. Les nationalisations démocratiques impliquent de nouveaux critères de gestion débattus avec les travailleuses et travailleurs concernés et leurs organisations syndicales. Il en va de même pour les nationalisations démocratiques et les socialisations coopératives. Contre l'absolutisme de marché, les communistes veulent étendre la démocratie en ouvrant des droits nouveaux au monde du travail pour proposer, pour s'opposer, pour agir, pour décider à l'entreprise. L'argent public versé aux entreprises doit être conditionné et contrôlé dans des commissions réunissant travailleuses et travailleurs, élus et élues locales, et parlementaires. La maîtrise publique et démocratique du crédit, de l'investissement et de la création monétaire, l'extension du pôle public bancaire permettront de garantir l'accès à l'argent pour financer le renouveau industriel. Une Sécurité-Emploi-Formation concrétiserait ces nouveaux pouvoirs des travailleuses et travailleurs sur l'argent.

2.3.2.2. Une transformation agroécologique au service de la souveraineté alimentaire

L'alimentation et l'agriculture sont un enjeu écologique, social et territorial essentiel, ainsi qu'un enjeu de souveraineté. Pour produire une alimentation de qualité, garantir la souveraineté alimentaire, (telle que définie par la résolution 73/165 de l'Assemblée Générale des Nations Unies du 17 décembre 2018) et la biodiversité il est nécessaire d'engager une transformation agroécologique d'ampleur faisant face aux enjeux environnementaux, sanitaires, et anticiper les conséquences du changement climatique. Elle doit être fondée sur la complémentarité entre espèces, variétés, habitats, sur le bouclage des cycles biochimiques naturels et sur la préservation de l'eau et des sols. Le PCF propose de favoriser l'autofourniture des moyens de travail (semences, engrais, aliments du bétail...) plutôt que les intrants extérieurs achetés sur le marché. Il s'oppose au brevetage du vivant, notamment pour ce qui est des

semences. La transformation du modèle agricole que les communistes portent concerne également la filière halieutique, contre le pillage et la pollution des océans, pour la préservation de la ressource et de la pêche alimentaire des produits de la mer.

La révolution agroécologique est une bataille continue contre l'extorsion de la valeur créée par le travail des agriculteurs et agricultrices, qu'organise un puissant complexe agro-industriel financiarisé. L'absorption de l'agriculture dans le mode de production capitaliste crée une concentration agraire au détriment des exploitations familiales. Le salariat agricole se développe, il ne peut plus être invisibilisé, il doit obtenir de nouveaux droits et prendre toute sa place dans la transformation agroécologique. Le PCF doit travailler son intervention en sa direction.

Les communistes portent un « *Pacte d'avenir avec tous les agriculteurs du pays* », pour massifier l'installation des agricultrices et agriculteurs, pour sécuriser leurs revenus, développer de nouveaux services publics et de nouvelles coopérations internationales. Le PCF souhaite retrouver, soutenir et développer un véritable système coopératif agricole au sein duquel l'agricultrice et l'agriculteur ont une place centrale. Pour atteindre ces objectifs, la Politique Agricole Commune doit être refondée, la recherche agronomique publique et l'enseignement agricole public doivent être renforcés.

À ce titre, les communistes combattent l'artificialisation des sols.

Ce nouveau modèle agricole va de pair avec la nouvelle réindustrialisation agro-alimentaire liée à l'objectif de sécurité alimentaire. Les communistes agissent pour la mise en œuvre d'une planification alimentaire territoriale fondée sur le développement des circuits courts et la diversification alimentaire, intégrant la collecte, le stockage, l'abattage, la transformation et la distribution. Ce nouveau modèle doit inclure les consommatrices et consommateurs dans ces choix.

2.3.2.3. Une nouvelle stratégie énergétique, industrielle, climatique

Le secteur énergétique, stratégique pour le pays, est à extraire des logiques de concurrence pour abolir la précarité énergétique et pour la maîtrise des prix. Pour cette raison, le PCF propose notamment de ne pas appliquer les directives européennes et de sortir du marché de l'énergie. Il défend ainsi la constitution d'un pôle public de l'énergie constitué des grandes entreprises concernées (Edf, Engie, Total énergie) permettant de maîtriser et sécuriser les réalisations, la production, le stockage, la distribution, les investissements, les dépenses humaines et les moyens pour la recherche garantissant au pays le contrôle et la souveraineté du secteur.

Le pays a besoin d'un service public national de l'énergie, efficace et démocratisé. Dans la décision et la gestion, les salariées et les salariés avec leurs représentantes et représentants, les usagères et usagers comme les collectivités locales seront associés.

L'énergie est un bien de première nécessité au cœur du développement de l'humanité, mais sa production est la principale responsable d'un dérèglement climatique lourd de dangers.

Le PCF défend l'objectif de s'affranchir à terme des combustibles fossiles afin d'atteindre la neutralité carbone en 2050 en cohérence avec les engagements internationaux de la France, tout en répondant aux besoins individuels et industriels, en assurant l'indépendance énergétique du pays, en maîtrisant les coûts, en respectant l'environnement. Il est possible d'y parvenir par une production massive d'électricité grâce à un mix décarboné alliant nucléaire et renouvelables comme le prévoit le « *plan climat, Empreinte2050* ». Une politique démocratique et publique d'implantation des ENR préservera les terres agricoles.

Cela passera par un renouveau de l'industrie à la hauteur des besoins pour assurer d'une part le renouvellement du mix électrique avec un doublement de la production d'électricité d'ici 2050 mais aussi pour assurer la décarbonatation et l'électrification des usages dans le transport, l'agriculture et le logement

ainsi que la décarbonation de secteurs clés de l'industrie comme la chimie et la production d'acier. L'énergie et les ressources naturelles comme l'eau sont des biens communs à extraire en priorité des marchés en les plaçant sous contrôle public. La transition écologique exige une articulation étroite entre une production industrielle développée de façon nouvelle et les besoins sociaux réels de consommation, non consuméristes.

Cela nécessitera de développer fortement certaines activités, selon des critères écologiques et sociaux, notamment dans l'industrie et dans les services publics, d'en faire reculer d'autres, comme la finance. Mais pas une décroissance généralisée, au contraire.

2.3.3. Une société des biens communs, de l'émancipation et du développement des capacités humaines

Le développement des services publics comme de l'appareil productif doivent être pensés comme deux dimensions d'une même stratégie de transformation sociale et environnementale. Les services publics expriment les besoins collectifs de la société et orientent le développement.

Instruments de justice sociale, d'égalité territoriale et de souveraineté populaire, ils doivent être développés et protégés contre les politiques néo-libérales de privatisation, de marchandisation et de concurrence qui les fragilisent. Les fonctionnaires font vivre les services publics et sont au service de l'intérêt général. De fait, lorsque leurs droits sont attaqués ce sont les services publics qui en pâtissent.

Les infrastructures de transports (ports, voies ferrés, routes, aéroports) sont des services publics indispensables. Par leur niveau élevé de sécurité et leur capacité à desservir l'ensemble du territoire, les transports publics constituent un facteur essentiel d'égalité entre les citoyens et en cohésion territoriale. L'avenir du ferroviaire doit passer par le retour à une entreprise publique unique et intégrée ainsi qu'un maillage égal sur tout le territoire, avec un coût plus abordable.

Le droit au logement doit redevenir une priorité nationale. Se loger dignement ne peut être abandonné aux lois du marché, à la concentration du patrimoine et à la spéculation. Le logement est un droit fondamental et un élément essentiel de l'émancipation humaine. Une politique ambitieuse de logement et d'urbanisme nécessite de mettre en place un grand plan logement en relançant massivement la construction et la rénovation thermique des logements et de créer un véritable service public national du logement s'appuyant sur un pôle public financier et une maîtrise publique du foncier.

Une politique ambitieuse de santé publique appelle le développement d'une industrie pharmaceutique et biomédicale sous contrôle public. Ce projet comporte la création d'un pôle public du médicament afin de réduire nos dépendances. Plus largement, cela exige le développement de la recherche médicale et de la production.

Ainsi, loin de s'opposer, services publics et production industrielle se renforcent mutuellement. Les services publics structurent les besoins sociaux et orientent la planification démocratique du développement productif. Le capitalisme fait de tout un marché.

Pour les communistes, c'est l'Humain d'abord contre le capital. Face à la recherche du profit et de l'extension des parts de marché, les communistes agissent pour la promotion des biens communs et le développement des capacités humaines vers une nouvelle société d'émancipation sociale et écologique. Le PCF souhaite mettre les biens communs sous contrôle public et citoyen, afin d'augmenter la part des richesses dévolues à leur développement. Cela passe par les luttes et la recherche de coopérations à l'échelle européenne et internationale.

Conquêtes historiques, les services publics constituent de puissants leviers permettant de soustraire la satisfaction des besoins et des aspirations humaines à l'emprise du capital. Les communistes agissent

localement et nationalement pour les préserver face aux attaques. Ils revendiquent aussi le développement de nouveaux services publics. La planification démocratique du déploiement de services publics est une des conditions de leur efficacité. Les usagères et les usagers des services publics comme celles et ceux qui les font vivre par leur travail doivent être impliqués au cœur d'institutions nouvelles locales ou nationales.

La bataille universaliste pour l'égalité territoriale et l'effectivité des droits est prioritaire pour l'unité du monde du travail et de la création. Construire des solidarités, avoir accès près de chez soi à un bouquet de services publics, c'est essentiel pour rassembler le peuple de France. Le PCF défend l'égalité entre territoires aujourd'hui fracturés, confrontés à la métropolisation et à la mise en concurrence.

La planification territoriale, le renforcement des moyens alloués aux collectivités locales et le redéploiement des services de l'État sont nécessaires pour lutter contre l'isolement. Cela passe par la lutte pour l'accessibilité universelle, physique et numérique, aux services publics et le renforcement du statut de la fonction publique.

Le PCF propose de garantir tout au long de la vie, comme droits fondamentaux, les droits à la santé, le droit de l'enfant à un cadre de vie protecteur, à l'éducation, à l'emploi et à la formation, à la sécurité, à un environnement sain, à un logement confortable, à la mobilité, à l'émancipation par le sport et la culture. Dans ce cadre, le PCF propose la mise en œuvre d'une société adaptée à tous les handicaps.

Les communistes défendent le rôle majeur du mouvement associatif et de l'éducation populaire pour agir, pour s'organiser librement en complémentarité avec les services publics. Le PCF reconnaît et encourage, le développement de l'ESS non lucrative.

Il est urgent de développer massivement les services publics de prévention, d'accompagnement, de tranquillité et de sécurité pour lutter contre les trafics et les menaces qui pèsent sur les citoyennes et citoyens.

Les communistes agissent pour le développement d'une Sécurité sociale du XXI^e siècle, gérée par les travailleuses et travailleurs. Cela nécessite un développement conséquent des cotisations sociales, dont une part prise sur les profits financiers des entreprises et une modulation favorable à une nouvelle efficacité économique et sociale. La Sécurité sociale doit répondre aux besoins humains et prendre en charge les soins à 100 %, y compris la perte d'autonomie, en lien avec le développement des services publics, revenant ainsi à une politique familiale universelle et garantissant une retraite de haut niveau, dès 60 ans à taux plein. En intégrant pleinement la santé mentale à la Sécurité sociale, les communistes portent une politique ambitieuse de prévention et d'accompagnement tout au long de la vie afin de garantir à chacune et chacun l'accès aux soins nécessaires pour retrouver son pouvoir d'agir et sa pleine citoyenneté.

Les sauts technologiques numériques ouvrent de nouveaux possibles pour la promotion d'une société des communs émancipatrice avec une cyberrévolution informationnelle libérant les capacités humaines. À rebours de l'entre-soi algorithmique organisé par les monopoles capitalistes, les communistes sont opposés au capitalisme de plateforme, aux logiques d'hyper surveillance et aux dispositions de guidage robotisé des travailleuses et travailleurs. Ils veulent étendre la logique des services publics aux cyberespaces et promouvoir un numérique de la liberté et du partage. Les communistes portent également l'ambition d'un cyberspace sûr et respectueux des droits fondamentaux. Les potentialités numériques et robotiques, celle de l'Intelligence artificielle en particulier, doivent être mises au service de l'amélioration des services rendus aux usagères et usagers, des conditions de travail et du vivre-ensemble. Face à des monopoles privés qui fondent l'essor de l'Intelligence artificielle sur la prédation de données de masse, l'exploitation « *d'ouvrières et ouvriers du clic* » précarisés et l'opacité algorithmique, le PCF soutient une maîtrise collective et un contrôle démocratique. Pour arracher cette technologie aux intérêts privés et en faire un outil d'émancipation régi par l'éthique, la souveraineté, la soutenabilité écologique et sanitaire, il est urgent de constituer un pôle public du numérique fondé sur le logiciel libre, l'appropriation sociale des modèles et la coopération scientifique internationale.

Le monde de la recherche est traversé par des logiques contradictoires : entre marchandisation et émancipation, entre contrôle et liberté. Face à cette tension, le PCF défend une recherche publique française ambitieuse, libérée des financements précaires, des politiques austéritaires et des objectifs court-termistes, s'appuyant sur ces deux piliers que sont les universités et les organismes de recherche. Il réaffirme le rôle fondamental de la recherche et promeut les libertés académiques. Il s'agit de garantir des moyens pérennes, de valoriser les statuts des chercheuses et chercheurs, des doctorantes et doctorants, du personnel d'appui et de soutien ainsi que du personnel administratif, et d'ouvrir ces métiers à toutes et tous, en supprimant les barrières sociales. Tout en renforçant un enseignement supérieur public capable d'accueillir l'ensemble des étudiants qui s'inscrivent dans un parcours de formation dans le supérieur en dehors des logiques de sélection.

De même, la création artistique et les institutions culturelles ne peuvent se soumettre à des pressions idéologiques ou financières croissantes. Il est vital d'élargir les horizons intellectuels et développer l'esprit critique par la diffusion des œuvres et de protéger la liberté de création, de programmation et de diffusion tout en garantissant aux artistes, autrices et auteurs une continuité de revenus quelle que soit leur discipline. La culture est un des leviers de la démocratie. Condition de celle-ci, le pluralisme des idées, des images et des imaginaires doivent être garantis.

Face à ces grands défis nationaux et mondiaux à relever, la conquête d'une école publique commune pour toutes et tous, sur l'ensemble du territoire, réellement gratuite, laïque est une priorité. L'école doit être un lieu d'émancipation et de combat contre les inégalités. Nous portons la fin du financement public des écoles privées sous contrat. Le financement collectif du séparatisme social et scolaire n'est pas acceptable: l'argent public doit aller à l'école publique.

Cela passe aussi par l'interdiction de toutes les écoles privées hors contrat.

L'ambition des communistes vise une seule école commune au travers d'un processus de construction d'un grand service public de l'Éducation nationale unifiée. Pour avoir la jeunesse la mieux formée, le PCF veut élever le niveau de connaissance et de formation de toute la jeunesse en assurant un enseignement général et technique. Il revendique l'école obligatoire jusqu'à 18 ans. Il faut donner à l'Éducation Nationale les moyens humains et financiers lui permettant de former les nouvelles générations aux enjeux de demain. Pour cela, il propose d'augmenter le temps scolaire et de baisser les effectifs par classe, ainsi que de reconquérir le temps d'enseignement confisqué depuis plus de quinze ans, pour enseigner une culture commune de haut niveau. Dans la prolongation, le PCF veut le renforcement du service public de l'Éducation nationale, de la formation professionnelle, de la formation initiale et continue, de l'enseignement supérieur, le développement de la recherche publique. À l'heure de la généralisation des réseaux sociaux et des intelligences artificielles génératives, une politique d'éducation à l'image et au numérique est indispensable pour construire une société fondée sur l'esprit critique, le fait scientifique et libérer la créativité. Il faut former des citoyennes et des citoyens en capacité d'exercer leur libre arbitre dans un monde de plus en plus complexe.

Dans le monde entier, en France, la droite et l'extrême droite s'attaquent aux journalistes, aux scientifiques, aux artistes. Ils et elles doivent se savoir sous la protection de la nation tout entière. La libre circulation des arts, des savoirs et des idées est une condition nécessaire à toute société démocratique consciente. Cela garantit le développement des capacités du pouvoir d'agir de chacune et chacun afin de faire société commune. Le PCF défend les financements publics contre la concentration et les monopoles privés qui cherchent à coloniser les imaginaires et les consciences.

PARTIE III

Le parti en action

Force militante révolutionnaire, le PCF fait sa priorité de l'émancipation de chacune et chacun, condition de l'émancipation de toutes et tous. Il met chaque adhérente, chaque adhérent en capacité de contribuer au débat, à la décision, à l'action. Il s'adresse largement à l'ensemble du peuple de France, et en particulier aux travailleuses et travailleurs, avec un projet clair, identifiable et compréhensible, de nature à mettre en échec la droite et l'extrême droite, à faire grandir la conscience de classe dans le pays, à faire reculer les puissances d'argent. Il déploie sa force militante et se renforce dans l'action politique, dans les luttes sociales, dans les mobilisations associatives, dans les batailles électorales d'un même mouvement.

3.1. Les batailles électorales de 2027

Les élections municipales de mars 2026 méritent d'être analysées et ont mis en lumière les tendances lourdes de la situation française. L'abstention sans précédent pour un scrutin de ce type a montré qu'une large partie du peuple se sent abandonnée et ne trouve pas de réponses à ses attentes de changements profonds. Dans le cadre d'un rapport de force électoral globalement défavorable aux forces progressistes et des difficultés de la gauche à porter des perspectives, les succès de l'extrême droite en nombre de villes conquises et d'élues et élus, ainsi que l'influence croissante qu'elle exerce désormais sur de très larges secteurs de la droite traditionnelle, ont confirmé la menace qu'elle représente pour la République.

La gauche a globalement résisté, ce qui atteste que rien n'est joué à l'avenir. Mais sa crise de perspectives s'est également confirmée. Le retour des logiques sociales-libérales en interne, et les attitudes de certains de leurs candidats ou candidates ont conduit à de nouveaux reculs significatifs du Parti socialiste.

De même, les écologistes ont subi de nombreuses pertes pour leurs villes principales, parfois à cause de la concurrence à gauche, parfois à cause de leur incapacité à mener d'ambitieuses politiques sociales.

Concernant la France Insoumise, ses principaux succès sont dans des villes déjà administrées par la gauche, et dépendent de l'implication dans la campagne de leurs figures nationales. Si elle a remporté une dizaine de municipalités importantes en captant le désir de radicalité d'une fraction de la jeunesse et des quartiers populaires, elle a également démontré que sa politique et ses pratiques hypothéquaient le rassemblement de majorités populaires au service de politiques progressistes : non seulement les fusions réalisées avec elle dans l'entre-deux tours n'auront généralement pas permis d'initier des dynamiques de victoire, mais ses listes seront parfois allées jusqu'à faire chuter délibérément des municipalités sortantes de gauche dont certaines à direction communiste, en profitant souvent de députées et députés élus et élus dans le cadre de la NUPES en 2022 puis du NFP en 2024.

Le PCF, qui avait fortement contribué à la formation de listes de large rassemblement dans tout le pays, a conservé et remporté plusieurs centaines de villes à l'occasion des premier et second tour, à commencer par la conquête de Nîmes seule ville de 150 000 habitants à avoir été gagnée avec un maire communiste sur la base d'un rassemblement citoyen que toutes les forces de gauche ont été invitées à soutenir. Les élus et élus communistes sont un atout pour le monde du travail, comme pour la gauche. L'effort des communistes et de leurs candidates et candidats, n'est pas encore suffisamment perçu par les électrices et électeurs. Il revient au PCF de porter pleinement son propre projet en le mettant à disposition des rassemblements sociaux et politiques répondant véritablement aux attentes populaires.

À la suite de ces municipales, les élections présidentielle et législatives de 2027 s'annoncent comme un rendez-vous politique déterminant pour l'avenir du pays. Pour les communistes, les élections ne sont pas un marché où se redistribuent des parts entre formations politiques, mais un moment particulier de la lutte de classes.

La France est fracturée et elle subit un déclassement important à tous les niveaux. Le monde du travail n'a jamais été autant précarisé et divisé.

Des territoires entiers sont abandonnés.

Et la militarisation de l'économie imposée par le gouvernement provoque des souffrances supplémentaires dans tout le pays. Tout ceci est une base de la progression continue de l'abstention et de l'extrême-droite, favorisée par la majorité des grands médias. Le danger tangible de l'extrême droite impose une responsabilité immense à toute la gauche et singulièrement aux communistes. Le rassemblement est nécessaire mais il n'est pas possible de réduire cette question à une approche uniquement électorale ou à des logiques de ralliement construites dans l'urgence et la peur, vouées à l'échec. Si l'extrême droite progresse, c'est aussi parce qu'une partie grandissante du peuple ne croit plus que la gauche puisse transformer réellement sa vie. Les alternances sans transformations profondes, les renoncements successifs à affronter les puissances de l'argent, et les expériences de la gauche réformiste et sociale-démocrate au pouvoir, au même titre que les politiques de la droite, ont déçu et parfois désespéré le monde du travail et de la création. Elles ont ainsi nourri l'abstention et parfois le basculement vers le vote d'extrême droite. Derrière ces échecs, ce sont aussi des logiques délégataires du pouvoir qui ont désarmé politiquement le monde du travail et de la création, en réduisant trop souvent son rôle à celui de spectateur des choix politiques plutôt qu'actrice consciente de la transformation. Il n'y a pas de fatalité à cette situation. Bâtir une France heureuse et indépendante en mettant au cœur du projet communiste, le travail, la paix, la République démocratique, sociale, écologiste, universaliste et laïque, c'est possible. Les communistes veulent consacrer toute leur énergie à permettre une tout autre issue : de nouveaux jours heureux pour la France.

Le PCF, ses députés, députées, ses sénatrices, sénateurs, ses milliers d'élus et élus locaux sont en responsabilité partout dans le pays ce qui est un point d'appui contre l'effacement.

Ils et elles représentent une force importante avec un projet politique global qui revendique toujours son aptitude, son ambition et sa légitimité à gouverner pour la France, pour le peuple.

C'est pourquoi le PCF est légitime et crédible pour proposer aux Françaises et aux Français un pacte pour le redressement économique, social, écologique, démocratique de la France et un nouvel ordre mondial fondé sur la paix et la coopération entre les peuples. Il s'agit de reconstruire la France et de faire reculer toutes les fractures, entre les citoyens, entre les territoires. L'essentiel est aujourd'hui d'ouvrir de nouveaux espoirs, de manière claire, utile, crédible et audible pour toutes celles et tous ceux qui cherchent des réponses.

Les grandes avancées dont a besoin le peuple se feront sur la base d'une conscience de classe retrouvée, dans les luttes, avec les communistes, leur projet révolutionnaire et leurs capacités d'organisation. Ce qui suppose que le PCF soit présent dans toutes les batailles sociales et dans toutes les batailles électorales mais aussi au quotidien en se donnant les moyens réels d'impulsion d'actions d'éducation populaire et de politisation.

Les communistes entendent, dès lors, engager toutes leurs forces au service du rassemblement majoritaire du peuple de France, autour d'une politique de classe seule à même de reconquérir le monde du travail. Plus que jamais, ils considèrent qu'il n'y aura pas de victoire possible et durable sans que la gauche retrouve un enracinement parmi celles et ceux qui subissent au quotidien exploitation et aliénation sociales, sans que se reconstruise la conscience de classe, sans que le grand nombre retrouve confiance en la force qu'il représente et sans que la puissance de sa mobilisation vienne renverser le rapport des forces. La gauche en France n'aura aucun avenir sans un parti communiste fort dans le pays. C'est pour cela qu'il est important de faire connaître son projet dans toute la population.

Le PCF veut incarner cet espoir avec un projet révolutionnaire construit avec les citoyennes et citoyens, avec le monde du travail et de la création, avec la jeunesse. Il veut le faire avec le peuple et pour le peuple. Il entend offrir une perspective politique dans le respect du dialogue républicain, sans outrance, sans brutaliser le débat, sans invective. Avec une gauche plafonnant à 30 %, la logique du seul barrage à l'extrême droite, sans perspective transformatrice, conduit mécaniquement à l'échec. On ne battra pas

durablement l'extrême droite avec une gauche qui gère le système sans le transformer, ni avec une dynamique présidentielle déconnectée d'une majorité de la population.

Seule une très large union du peuple de France avec une nouvelle dynamique de rassemblement portée par le PCF peut lever l'hypothèque de l'extrême droite sur l'avenir.

Dans ce cadre, comme cela a été fait lors de l'échéance de 2022 et fort de cette expérience, le 40e Congrès propose aux communistes de prendre toute leur place lors de la prochaine élection présidentielle et de mettre en débat, dès le lendemain du Congrès, ses propositions avec les citoyennes et les citoyens, avec le monde du travail, de la culture et de la création, avec les forces de gauche et écologistes, avec les militants et militantes syndicales et associatives.

La candidature communiste ne saurait être une candidature identitaire ou de témoignage, mais une offre politique de rassemblement populaire visant à remettre dans le débat des perspectives de transformation sociale, démocratique et révolutionnaire, capables de redonner au monde du travail et à la jeunesse confiance dans leur pouvoir de transformer profondément la société. Elle permettra de rendre visibles les intérêts antagonistes entre le capital et toute la société, de populariser les revendications des travailleuses et des travailleurs, et d'élever le niveau de conscience politique. C'est dans cet état d'esprit que le PCF aborde les échéances de 2027: comme un appel et apport aux luttes sociales et non comme une parenthèse institutionnelle. Les communistes sont donc en campagne dès aujourd'hui.

Dans le prolongement des choix faits au 38e et 39e Congrès, à la suite des décisions de la conférence nationale, et devant les défis qu'il s'agit de relever pour la France comme pour la gauche, les communistes décident de porter une candidature de rassemblement issue de leur rang pour l'élection présidentielle, avec l'objectif de rassembler largement toutes celles et tous ceux qui se retrouveront dans le projet communiste pour la France. Les communistes ont la volonté de rendre la gauche majoritaire, convaincre l'électorat notamment ouvrier et battre la droite et l'extrême droite. Le conseil national prendra toutes les dispositions pour que les communistes aient de bout en bout la maîtrise de cette séquence électorale, du contenu de la campagne comme de l'évaluation du rapport de force et de la situation politique.

À la suite de l'élection présidentielle, les élections législatives représenteront elles aussi un enjeu politique déterminant. Quel que soit celui ou celle qui emportera le scrutin présidentiel, c'est la configuration de l'Assemblée nationale et la capacité du PCF à y constituer un groupe qui déterminera en dernière analyse la majorité politique du pays.

Comme en ont attesté les élections législatives de 2024 et les élections municipales de 2026, c'est également à l'échelle de chaque territoire et de chaque circonscription qu'il sera possible de faire barrage à l'extrême droite et aux forces de droite sous son influence.

Le PCF s'emploiera, par conséquent, à construire les rassemblements les plus larges, afin de faire élire le plus grand nombre possible de députées et députés communistes parmi les députés de gauche engagés aux côtés du monde du travail et des catégories populaires. Ces rassemblements devront défendre les droits et exigences du monde du travail, défendre le développement des services publics, défendre des exigences de paix, porter une politique de reconquête industrielle, des exigences écologiques ambitieuses, exiger la démocratie dans le cadre d'une République débarrassée du présidentielisme.

Sans attendre l'issue de la présidentielle, le PCF désignera des cheffes et chefs de file, dans toutes les circonscriptions du pays, amenés à porter son programme décliné à l'échelle des territoires et à porter des candidatures aux législatives. Dans le même temps, sur la base de ces exigences, le PCF engagera des discussions nécessaires avec le reste de la gauche. Il s'emploiera en particulier dans toutes les circonscriptions menacées d'un succès de l'extrême droite ou de ses alliés à déterminer les candidatures de rassemblement disposant de la meilleure implantation et de la meilleure représentativité pour l'emporter. Ces campagnes ne pourront exister qu'avec la mobilisation des militantes et militants. Le PCF s'appuiera

sur ces expériences et ces expertises militantes pour développer ses structures et s'attachera à les renforcer entre chaque élection.

Ancrés dans l'histoire politique et sociale du pays et tournés vers l'avenir, les communistes revendiquent fièrement leur objectif collectif: conquérir le pouvoir pour reconstruire la France et la République, pour sortir du capitalisme et s'engager vers une société démocratique mettant l'être humain et la planète au cœur de ses priorités, vers le communisme. Quelles que soient les difficultés du moment, c'est ce nouveau chemin qui doit s'ouvrir, grâce à l'engagement de toutes celles et tous ceux qui partagent la même volonté.

3.2. Du 39e au 40e Congrès, l'organisation des communistes

Le dernier congrès, convaincu de la nécessité de se renforcer et de se structurer, s'était conclu sur des objectifs ambitieux en matière d'organisation, plusieurs enjeux majeurs étaient ciblés du renforcement en nombre d'adhérentes et d'adhérents jusqu'à la création de cellules en passant par la nécessité de renforcer la structuration du PCF dans les lieux de travail et les quartiers populaires ou encore en favorisant l'adhésion des femmes et le travail avec le MJCF.

Dès lors que les communistes font de leurs campagnes un outil au service du renforcement de leur organisation en allant à la rencontre du monde du travail, de la jeunesse et des quartiers populaires, cela se traduit par des adhésions. La question de l'accueil et de l'intégration, dans de bonnes conditions, de ces nouvelles adhérentes et nouveaux adhérents est une préoccupation permanente. C'est un point d'appui majeur pour l'avenir, qui encourage à poursuivre des campagnes structurantes comme celle lancée autour de la défense de l'industrie et des services publics. Dans plusieurs endroits, cela a permis de constituer des cellules ou des embryons de groupes militants qui se retrouvent régulièrement et pourront, demain, former des cellules actives du parti en particulier dans les entreprises et les quartiers populaires. L'implantation des communistes dans les entreprises demeure un enjeu stratégique. Le PCF se donnera les moyens de mieux connaître ses forces militantes dans le monde du travail, de renforcer l'organisation des communistes dans les entreprises et de concentrer durablement ses efforts sur des secteurs stratégiques.

La structuration du PCF demeure un enjeu majeur des années à venir, si dans certaines sections l'objectif d'une structuration en cellule pour être au plus près de la vie des adhérentes et adhérents est une réalité qui fait ses preuves y compris en termes de renforcement. Cela démontre le besoin de poursuivre ce travail de renforcement en direction des lieux de travail et de la jeunesse pour impulser une nouvelle dynamique dans ces fédérations. Les communistes, à partir de leurs forces actuelles, se donnent l'ambition collective de mieux se déployer sur l'ensemble du territoire national, notamment là où les fédérations et sections connaissent des difficultés liées à l'absence de moyens ou de renouvellement suffisant. Cela passe par un travail fin sur les fichiers d'adhérentes et d'adhérents, par une politique de cadres qui permettent d'accompagner ces structures, par une politique de formation renforcée.

Le secteur formation a développé ses actions notamment auprès des cadres dans les stages cadres régionaux et en intégrant une intervention du Dispositif Stop Violences dans chacun de ses stages. Il est nécessaire d'analyser les résultats de ces stages.

De même, le PCF s'est fixé l'objectif d'atteindre la parité parmi ses premiers responsables de sections et de fédérations.

Ce n'est pas encore le cas. En revanche, l'organisation d'une assemblée des femmes annuelle au niveau national et dans plusieurs fédérations a démontré que les militantes voulaient poursuivre et accélérer ce processus de féminisation du parti en commençant par écouter les besoins et préconisations des concernées, et en s'assurant que tout soit entrepris pour la prise de responsabilités d'un maximum d'entre elles. Il faut maintenant passer à la concrétisation de cet engagement par la prise de responsabilités en évaluant régulièrement les résultats obtenus afin de lever les obstacles qui freinent encore l'accès des femmes aux responsabilités. Renforcer la place des femmes dans l'organisation nécessite également de

mener des actions et une politique volontariste de tolérance zéro contre les violences sexistes et sexuelles, en s'appuyant sur les outils dont le parti s'est doté, en premier lieu le Dispositif Stop Violences dont il faut encore renforcer la visibilité.

La campagne d'adhésions lancée au dernier congrès donne lieu à des résultats très inégaux. Si l'objectif national n'est pas atteint, un certain nombre de fédérations ont rempli et dépassé leur objectif départemental.

Cela implique de réfléchir aux gestes d'organisation selon les territoires. Il importe de poursuivre le travail de lien régulier avec les fédérations comme cela a été fait avec la mise en place du suivi départemental et la mise en place de « *La Vie en Rouge* » qui ont donné à toutes et tous les cadres de l'organisation des informations régulières sur le matériel disponible, le calendrier, les objectifs du parti.

Les 38e et 39e Congrès ont fixé des objectifs ambitieux pour l'organisation du parti pour enrayer le processus d'effacement. Si des avancées importantes ont eu lieu, le PCF continue à perdre des adhérentes et adhérents. Il doit retrouver ses capacités à faire adhérer et notamment celles et ceux qui, aujourd'hui ont perdu leurs repères de classe.

3.3. Les communistes au cœur de la société

L'organisation et l'activité du parti doivent être pensées à partir de l'ambition de transformation révolutionnaire de la société que portent les communistes. Cette transformation se construit dans les luttes, dans l'intervention du monde du travail et dans la construction de rapports de force, tant dans la société que dans les institutions, permettant d'arracher des conquêtes sociales. Ces luttes constituent en elles-mêmes des objectifs de structuration du parti, en permettant de renforcer son implantation, de développer l'engagement militant et de faire grandir le nombre de communistes.

Les statuts du PCF ont été refondés lors de son 39e Congrès. Le rôle des directions, l'impulsion de l'activité et l'articulation entre chacune d'elles ont été réaffirmés et constituent des outils pour les communistes afin de structurer le parti en direction des entreprises et des lieux de vie. Ce texte d'orientation ne revient pas sur le fonctionnement du parti, mais fixe des objectifs et des moyens pour répondre aux ambitions du PCF. Plusieurs conseils nationaux doivent être consacrés à ces questions d'organisation afin d'établir des bilans réguliers (des campagnes et des collectifs de travail), de réfléchir aux perspectives ou encore de repenser les gestes d'organisation, notamment un d'ici la fin d'année 2026. Cela implique de créer des espaces réguliers d'échanges entre les différents niveaux du parti, y compris avec les sections, afin de favoriser la circulation des informations et des expériences militantes.

Cette dynamique organisationnelle, ancrée dans les territoires et les luttes quotidiennes, s'attache à garantir une place centrale aux militantes et à l'égalité réelle entre les femmes et les hommes, tant dans la représentation que dans l'action. Le féminisme constitue une dimension transversale de l'ensemble des batailles communistes. Chaque secteur de travail, chaque campagne nationale et chaque production programmatique du Parti intègre l'objectif d'égalité entre les femmes et les hommes. Les communistes participent pleinement aux mobilisations féministes et œuvrent à la convergence des luttes sociales, féministes, antiracistes et démocratiques.

Devant l'affaiblissement dramatique des politiques publiques de la culture, face aux puissances d'argent, qui s'approprient les moyens de production, de diffusion et de distribution pour coloniser les imaginaires, et aux offensives de l'extrême droite pour mettre la création au pas et la culture en coupe réglée, la bataille culturelle entre dans une phase nouvelle. Le PCF s'y engage de toutes ses forces avec les artistes, les techniciennes et techniciens, leurs organisations, et toutes celles et tous ceux qui voudront y prendre part. Les communistes poursuivront notamment leur mobilisation au sein du mouvement des Nouveaux états généraux de la culture, des arts, de la création, de l'éducation populaire et des médias.

3.3.1. Irriguer le territoire des idées communistes grâce aux cellules

Les cellules existantes, comme celles qu'il reste à créer, doivent constituer un point d'appui central des combats communistes au sein des entreprises, des services publics, des administrations, des bassins de vie et d'emplois.

Elles permettent de mailler l'ensemble du territoire à partir des réalités locales, diverses et spécifiques, tout en portant les enjeux des luttes nationales. La cellule de quartier, de lieu de travail ou de lieu de vie demeure l'échelon essentiel de l'organisation communiste : celle qui permet une vie politique régulière, une activité de terrain ancrée dans les aspirations populaires, l'apprentissage militant, ainsi que l'exercice de responsabilités militantes partagées. Cet effort peut aussi passer par l'animation de lieux de sociabilité : bars militants, salles de concert, agoras associatives, clubs de sport. De même, le déploiement d'initiatives de solidarité concrètes (ventes de fruits et légumes à prix coûtant, journées à la mer, soutien scolaire, aides à l'accès aux droits...) peut être un levier pour travailler à l'implantation des communistes. Les cellules dynamisent la conquête de pouvoirs des salariées et salariés à l'échelle de l'entreprise, dans les différentes institutions, dans les collectivités. Elles représentent une force contre le démantèlement de la démocratie de proximité. Elles permettent de mailler l'ensemble du territoire à partir des réalités locales, diverses et spécifiques, tout en portant les enjeux des luttes nationales. Il appartient à chaque fédération d'établir un recensement des adhérentes et adhérents par secteur professionnel afin d'identifier les points d'appui de création de cellules d'entreprise.

Un bilan de l'implantation sera présenté aux instances du parti.

D'ici au prochain congrès, chaque section doit identifier au minimum un lieu d'activité militante pour s'y rendre de manière récurrente. Cette démarche doit permettre de faire émerger partout des embryons de cellules, de renforcer l'implantation communiste dans les territoires et de réactiver des dynamiques militantes dans l'ensemble des sections. Cette ambition suppose une attention particulière aux territoires ruraux et aux fédérations de petite taille. Souvent confrontées à la disparition des services publics, à l'abstention et à la progression de l'extrême droite, elles constituent pourtant des espaces essentiels de reconquête politique.

Dans cette même logique de renforcement de l'organisation, les cellules et les sections travaillent à la remobilisation des sympathisantes, sympathisants, adhérentes et adhérents peu ou plus impliqués dans l'activité du parti de leur secteur d'intervention.

Dans chaque démarche d'implantation, de création ou de réactivation de cellule et de renforcement des sections, une attention particulière est portée à l'identification de nouvelles responsables femmes. Ces militantes sont encouragées à s'engager dans les parcours de formation proposés, afin de favoriser leur prise de responsabilités. Dans cette perspective, les cellules, sections et fédérations sont également invitées à adapter leurs modalités de fonctionnement aux disponibilités et contraintes des militantes, afin de permettre un engagement durable. Cette démarche doit permettre une féminisation effective des instances de direction, à l'échelon local, fédéral et national.

Au niveau national, la vie du parti initiera des réunions de travail traitant spécifiquement des cellules avec l'objectif d'approfondir leur structuration, leurs moyens et la réflexion sur l'articulation entre cellules de quartier/de lieu de travail et sections. Un CN sera également dédié à ce travail pour aider au déploiement des cellules.

3.3.2. Construire trois campagnes structurantes et lisibles

Afin de planifier l'activité militante, d'allier objectifs politiques et organisationnels et d'avoir une cohérence dans les actions militantes, le PCF déploie trois campagnes nationales structurantes :

- Campagne pour une nouvelle industrialisation, une nouvelle agriculture, le développement des services publics et de la Sécurité sociale.
- Campagne pour la paix, l'autodétermination des peuples et un nouvel ordre économique mondial.
- Campagne pour la neutralité carbone en 2050 se structurant autour du « *plan climat* ».

Ces campagnes seront directement animées par la direction nationale et leur mandat sera régulièrement renouvelé lors des réunions du conseil national. L'objectif est de donner aux cellules et aux sections les outils nécessaires afin de mener la bataille des idées face aux idées dominantes, de passer des caps de structuration et d'obtenir des victoires concrètes sur le terrain. Celles-ci offrent un cadre politique pour la diffusion des idées communistes, pour le déploiement de l'activité quotidienne des militantes et militants, et pour leur formation, permettant aux fédérations de :

- concentrer leurs forces dans les lieux qui rassemblent un nombre important de travailleuses et travailleurs et où les antagonismes de classes sont particulièrement forts ;
- construire une présence régulière et durable au cœur des réalités sociales et politiques ;
- créer un maillage territorial permettant d'être plus efficaces, mieux structurés, et d'engager le travail de massification du PCF ;
- déployer un ensemble de gestes militants quotidiens et ambitieux adossés à une politique de formation adaptée aux besoins ;
- recenser nos sympathisantes et sympathisants prêts à mener des luttes avec les communistes.

En partant d'un mot d'ordre accessible et fédérateur, qui remet en cause les logiques capitalistes et impérialistes, ces campagnes relient le projet communiste de transformation révolutionnaire de la société aux réalités vécues par les travailleurs et les travailleuses. Ce mot d'ordre peut être décliné en revendications locales, en fonction des lieux dans lesquels les sections et cellules souhaitent s'implanter : entreprises, services publics, lieux de vie et de sociabilité.

Face à la prégnance des discours populistes, elles inscrivent l'action des communistes dans la durée, au-delà de leur seule participation aux échéances électorales et de la simple réaction à l'actualité. Elles doivent offrir une réponse politique au sentiment de déclassement qui traverse la société, avec des objectifs organisationnels clairs: massifier le PCF, créer des cellules et reconstruire un maillage militant au plus près des réalités sociales.

Pour être efficaces, ces campagnes doivent s'appuyer sur des contributions politiques, des calendriers et des plans d'action à tous les échelons.

Elles doivent également être systématiquement structurées et organisées par une « *coordination de campagne* » au plan national et par des référentes et référents au plan fédéral, maillon essentiel de ces trois campagnes nationales pour l'impulsion et le suivi, entre la base militante et le conseil national. Le conseil national du PCF dotera ainsi les fédérations d'outils permettant de planifier l'activité dans la durée et d'en garantir la continuité. Pour chaque campagne, le conseil national explicitera la durée, les cibles, les objectifs et les moyens concrets mis en œuvre. À l'initiative des militantes et militants et en considérant les réalités locales, elles pourront être déclinées, approfondies et adaptées.

→ Pour une nouvelle industrialisation, une nouvelle agriculture, le développement des services publics et de la Sécurité sociale

Le PCF mène une campagne pour une nouvelle industrialisation et pour défendre et développer les services publics en lien étroit avec la nécessaire réponse aux besoins sociaux, le défi climatique et un nouvel ordre économique mondial. Il s'agit de développer tout autrement les forces productives du pays en s'appuyant sur le projet de Sécurité-Emploi-Formation et sur nos propositions de transformation des gestions des entreprises et des services publics, de nouveaux pouvoirs, d'une nouvelle planification, de

mobilisation des banques et de nouveaux financements.

Cette campagne vise à ouvrir une perspective de transformation économique et écologique. Elle s'appuie sur les revendications d'emploi, de salaires et de droits sociaux, sur les mobilisations contre la fermeture de services publics ou leur privatisation, contre l'économie de guerre. Elle s'appuie sur les revendications populaires en matière de santé, d'éducation, de recherche, de transports, d'énergie, etc., sur les projets alternatifs des travailleuses et travailleurs en lutte pour défendre et transformer l'appareil productif. Elle s'appuie aussi sur les exigences d'émancipation humaine, notamment celle de diminuer le temps de travail, de donner un autre sens au travail, de maîtriser l'IA et les nouvelles technologies.

Cette campagne a une dimension européenne et une dimension internationale. Elle doit aussi être déclinée localement. Ce sont les batailles locales qui créent son ancrage territorial dans chacune des cellules, sections et fédérations du PCF. Chacune des initiatives prises par les fédérations participent à sa dynamique et peuvent être valorisées à tous les échelons.

La visibilisation des luttes des femmes, en particulier dans les secteurs singulièrement féminisés, doit y être centrale et doit tenir compte des réalités des métiers et des postes qu'elles occupent, ainsi que de leur place dans la lutte pour leur émancipation.

Il en va de même pour les luttes des étrangères, étrangers, des immigrées, immigrés, ou de la jeunesse.

Pour conjurer la crise qui vient et ses effets sur l'emploi et les salaires, la nouvelle direction nationale a pour charge de mettre en place deux dispositifs pour une nouvelle industrialisation, et de les faire vivre, en associant militantes, militants, élues et élus :

- une cellule de veille et de contact sur les aides publiques aux entreprises ;
- une cellule de veille, d'alerte et d'aide à la riposte face aux suppressions d'emplois et d'entreprises.

La bataille immédiate contre l'austérité, pour un autre budget sur le PLFSS est un élément central de cette campagne. Pour ce qui concerne la Sécurité sociale, il s'agit de mener la bataille idéologique pour la démocratiser profondément et pour renforcer son financement par la cotisation sociale, afin de construire une Sécurité sociale du XXI^e siècle, dans toutes ses dimensions et pour un système de santé public à la hauteur des besoins.

Cette bataille idéologique intense doit faire l'objet de sensibilisation et de mobilisations sur les propositions radicales du PCF.

→ **Pour la paix, l'autodétermination des peuples et un nouvel ordre économique mondial**

Face à la multiplication des conflits et des ingérences impérialistes dans le monde, le PCF mène campagne pour construire la solidarité internationale, pour porter l'exigence d'une France s'engageant dans une politique de paix et de respect du droit international, et pour soutenir l'autodétermination des peuples. Le PCF s'attachera à lutter contre l'impérialisme français qui s'exerce au travers notamment de ses multinationales.

Fidèle à sa tradition de solidarité internationale, le PCF agit au quotidien et déploie ses moyens militants aux côtés des peuples en lutte pour leur liberté, la démocratie et leur autodétermination. Du peuple kurde au peuple et aux femmes d'Afghanistan, du peuple vénézuélien et des peuples de toute l'Amérique latine au peuple libanais, du peuple sahraoui au peuple et aux femmes d'Iran, du peuple congolais au peuple soudanais, du peuple syrien aux peuples de l'Arménie, du Maghreb et du Sahel... C'est un même engagement que les communistes manifestent face à l'impérialisme, aux injustices, aux effets du dérèglement climatique et aux dictatures. Ils et elles sont toutes et tous nos frères et sœurs d'humanité.

Cette campagne se décline en plusieurs axes :

→ Le PCF poursuit le travail de construction d'un mouvement large et rassembleur de solidarité avec le peuple palestinien, et pour la mise en place d'un État de Palestine pleinement souverain aux côtés de l'État d'Israël, sur la base des frontières de 1967. Des victoires restent à conquérir, que ce soit la concrétisation de la reconnaissance de l'État de Palestine par la France et la libération des prisonniers politiques palestiniens, dont celle de Marwan Barghouti. Le PCF dénonce les crimes de guerres commis par l'État d'Israël, notamment depuis octobre 2023. Le PCF milite pour la reconnaissance du génocide à Gaza par la France et l'Union européenne et pour que les responsables soient jugés devant les tribunaux internationaux. Le PCF appelle à la fin de l'occupation illégale de la Cisjordanie et dénonce le régime d'apartheid mis en place contre le peuple palestinien. Le PCF soutient le droit au retour des populations palestiniennes exilées durant la Nakba, conformément au droit international. Pour cela, le PCF renforce la construction de l'Alliance internationale pour les droits du peuple palestinien, construite avec l'OLP, et annoncée le 4 juin 2025 ainsi que ses liens avec les associations progressistes de lutte pour les droits des Palestiniens et Palestiniennes. Il faut suspendre l'accord d'association entre l'Union européenne et Israël.

La France peut, sans attendre une décision de l'UE, prendre toutes les mesures possibles, notamment en mettant un terme aux relations commerciales et à la vente d'armes. Le PCF fait vivre la solidarité concrète avec le peuple palestinien notamment en faisant vivre la campagne pour un million d'oliviers. Le PCF soutient les campagnes de boycott des produits issus des territoires occupés illégalement, conformément au droit international. Le PCF encourage les villes communistes et les collectivités à développer des jumelages de solidarité avec les villes et villages palestiniens, et à adopter des motions de solidarité au peuple palestinien. Le PCF demande la saisine effective de la Cour pénale internationale et le respect de ses décisions par l'ensemble des États, y compris la France.

→ Le PCF construit des liens spécifiques et durables avec les partis communistes et les forces progressistes d'Afrique. L'histoire commune avec la France, marquée par la colonisation, l'immigration et les luttes anticoloniales, oblige d'organiser des solidarités concrètes entre les travailleuses et travailleurs de France et d'Afrique, qu'ils vivent ici ou sur le continent africain.

→ Le PCF renforce la solidarité avec Cuba, qui défie l'impérialisme étatsunien en faisant du socialisme et du communisme le moyen d'atteindre la pleine dignité de l'être humain. Face au blocus criminel que lui impose Washington depuis plus de 60 ans, le PCF poursuit, amplifie et rend davantage visible le travail de solidarité concrète et de soutien politique engagé depuis le dernier congrès. Ce nouvel effort doit se matérialiser par des initiatives d'ampleur nationale, des meetings, des campagnes publiques et des actions de terrain permettant d'élargir la mobilisation populaire. Ce travail sera mené en lien étroit avec les organisations syndicales, les élus et collectivités territoriales, les autorités cubaines ainsi que l'ensemble des acteurs de la solidarité avec Cuba en France, à l'international et plus particulièrement dans les Caraïbes, afin de renforcer les coopérations et de faire grandir le mouvement de solidarité contre l'impérialisme.

→ Le PCF travaille à lancer, en coordination avec ses partenaires européens et internationaux, un appel mondial pour la paix, le droit international et la démocratie, pour une nouvelle conférence de San Francisco remettant l'ONU au centre des relations internationales.

→ Le PCF mène une bataille pour un nouvel ordre économique mondial s'appuyant notamment sur nos trois axes de propositions qui sont :

1. le développement de protections sociales et écologiques ;
2. des traités de maîtrise du commerce et des investissements dont la visée est le développement de l'emploi et des biens communs ;
3. la mise en cause du dollar étatsunien et la mise en place d'une monnaie mondiale, vraiment commune, de développement des biens communs, de l'emploi et des services publics, en engageant une réforme profonde du FMI de ses relations avec l'ONU et le Programme des Nations Unies pour le développement. Dans ce cadre, le PCF cherchera aussi à travailler les batailles internationales communes.

→ Le PCF poursuit et renforce sa politique de reconstruction des relations de dialogue avec les partis communistes et progressistes à l'échelle internationale: à travers les relations bilatérales, les cadres inter-partisans européens (comme le PGE) et internationaux (comme la conférence des partis communistes et ouvriers) en prolongement de la conférence internationale pour la paix de mai 2024 et de la conférence des partis communistes européens de mai 2025. Il travaille à des coopérations concrètes avec ces partis, pour mener ensemble de grandes batailles, en particulier au niveau européen.

→ Le PCF se donne pour objectif de reconquérir sa représentation au Parlement européen en 2029.

→ **Pour la neutralité carbone en 2050**

Le « *plan climat* » illustre la pertinence de l'idée du dépassement du capitalisme pour relever le défi écologique qui est le combat du siècle. Il permet de penser la transformation de la société et les immenses défis scientifiques, sociaux et démocratiques tant dans ses volets atténuation qu'adaptation. Par la planification et les nationalisations qu'il porte, il est une illustration concrète de notre idée du socialisme. Cette campagne sera un enjeu de renforcement du parti en direction notamment d'une partie de la jeunesse, très engagée et sensible sur ce sujet, des milieux scientifiques dont les travaux sont régulièrement attaqués par les milieux réactionnaires et des salariées et salariés des filières concernées.

3.3.3. Repenser le rôle des directions

Au-delà des statuts du PCF définissant le rôle de ses directions, ce congrès doit être l'occasion pour chacune des directions de repenser son activité, son fonctionnement et son organisation.

Les instances de direction ont en charge d'orienter, de prendre les décisions concernant l'activité du parti et d'organiser le nécessaire débat entre les communistes, dans le respect des orientations nationales fixées par le congrès, le conseil national et le comité exécutif national. Elles garantissent l'accès à l'information, le lien entre toutes et tous et la coordination des différentes organisations locales ou nationales. Le rôle des communistes n'est pas de valider des décisions préalablement prises par telle ou telle direction, mais de participer au débat collectif qui fonde les décisions majoritaires. Le respect de la diversité des points de vue permet l'enrichissement de la réflexion, du débat et de la construction de la position majoritaire. Le respect des décisions collectives, engagements et stratégies votés majoritairement par les communistes est essentiel. Il ne peut y avoir de démocratie sans le respect des décisions collectives. Une fois le débat tranché, l'ensemble des communistes respectent la décision collective et les directions travaillent à l'animation et l'exécution de celle-ci.

Désormais constituées dans la parité, les instances de direction doivent être représentatives de la diversité des adhérentes et adhérents, tant sociale que professionnelle ou territoriale, mais aussi des engagements militants, syndicaux ou associatifs. Afin de permettre la participation de toutes et tous, il convient de favoriser la prise en charge de garde d'enfants pour l'ensemble des réunions. Le PCF doit également se fixer pour objectif de donner leur place aux personnes handicapées militant dans ses rangs par une politique volontariste de mise en accessibilité universelle de ses pratiques militantes et de sa communication.

Face à la montée des violences d'extrême droite –intimidations, dégradations de locaux, agressions de militantes et militants– la structuration de l'accueil-sécurité a été un des enjeux forts de la période. Le pôle national, dont le travail structuré et efficace est salué, doit être systématiquement décliné localement pour être à la hauteur des risques actuels.

Les directions de cellule ou de section ont en charge d'animer la vie de leur structure, afin de développer l'intervention et les initiatives des communistes, en lien avec les enjeux nationaux et locaux, et de favoriser l'intervention des citoyennes et des citoyens dans les débats, les luttes et les processus de

décision.

Les directions fédérales accompagnent les sections dans l'activité militante comme dans la déclinaison et l'animation des campagnes nationales. Un suivi des sections doit être mis en place par les fédérations afin de veiller au lien politique et organisationnel. En cohérence avec les orientations nationales, les directions fédérales ont pour mission d'impulser des campagnes départementales et d'accompagner la construction de campagnes départementales ou de sections. C'est en construisant leurs campagnes avec les travailleuses et travailleurs, au plus proche de leurs lieux de vie, que les communistes seront les plus efficaces pour faire évoluer les politiques publiques et gagner des victoires pour les catégories populaires.

Le conseil national constitue la direction du parti. C'est un lieu de décision, d'élaboration, de coordination et d'impulsion politique. Il contribue à mettre en œuvre les orientations en lien avec les fédérations, les sections, les cellules et les réalités de la société et des luttes. Il doit être un lieu de travail collectif permettant l'élaboration, le suivi et la mise en œuvre des décisions, mais aussi leur mise en débat à partir des expériences militantes dans le respect des sensibilités d'opinions et des interventions des communistes.

Cela suppose un va-et-vient permanent entre les réalités militantes de terrain et l'analyse politique nationale.

Pour ce faire, le conseil national se dote d'un fonctionnement et d'un calendrier avec des points d'étape réguliers sur les campagnes et sur la mise en œuvre de nos objectifs de congrès. Au minimum, entre chaque réunion du conseil national, se tient une réunion des secrétaires fédéraux pour nourrir le travail en séance plénière de la direction nationale.

Les commissions tirent leur mandat et leur légitimité du conseil national ; à ce titre, elles ont la responsabilité de lui rendre compte régulièrement de l'avancée de leurs travaux et de contribuer à l'élaboration collective des orientations dans le respect des décisions de congrès. Les commissions nationales devront travailler à une meilleure articulation avec les commissions fédérales qui doivent se nourrir les unes des autres.

L'expérience du dernier mandat invite à renforcer l'implication effective de chacun des membres du conseil national, afin d'en faire un véritable lieu de réflexion stratégique, d'impulsion politique et de lien entre les différents échelons. La réduction du nombre de membres du conseil national peut être envisagée afin de gagner en efficacité. Le conseil national contribue à mettre à disposition des fédérations les outils nécessaires à leur activité, notamment par le suivi des fédérations, mais aussi à nourrir le débat politique, à favoriser les initiatives et à soutenir l'intervention des communistes dans les luttes et dans la société.

La responsabilité des directions est d'abord de permettre l'intervention consciente du plus grand nombre de communistes dans l'élaboration, la mise en œuvre et l'évaluation des orientations. La pluralité des analyses et des sensibilités est une richesse pour le parti. Elle doit s'inscrire dans des processus permettant aux communistes d'être pleinement acteurs de la construction des orientations plutôt que de se prononcer sur des choix déjà stabilisés. Le 40e Congrès mandate le conseil national pour engager, avec les fédérations, les sections, les cellules et les adhérentes et adhérents, une réflexion pluraliste sur les statuts : réflexion sur l'évolution des pratiques démocratiques, sur les textes alternatifs, sur les processus d'organisation de congrès afin de renforcer l'intelligence collective, en laissant le temps pour l'appropriation politique et la souveraineté des communistes.

3.3.4. Renforcer le lien aux élus

À l'issue de ces élections municipales, le PCF reste la troisième force politique en nombre d'élues et élus. Cette position démontre l'ancrage local et territorial du Parti communiste. Les campagnes électorales renforcent et rendent attractif le parti et chaque élu constitue un point d'appui pour lui permettre de renforcer sa visibilité, de s'ancrer dans les luttes, d'en être le porte-voix, de contribuer à leur construire des

débouchés politiques et de mener des actions concrètes au service de l'intérêt général. L'élue s'appuie sur les décisions démocratiques des instances du Parti, ils agissent en étroite liaison avec celles-ci pour mener des actions concrètes au service des populations.

Les élues et élus communistes et républicains travaillent, dans la diversité de leurs territoires et de leurs champs de compétences, à l'expérimentation de politiques concrètes en faveur d'une égalité réelle, de plus de justice sociale et d'une écologie populaire. Leur apport singulier constitue un point d'appui pour les populations, tout autant que pour les communistes et doit être largement diffusé. Les élues et élus travaillent étroitement avec les instances du PCF pour porter les orientations du parti.

Les élues et élus communistes et républicains, dans la diversité de leurs territoires et de leurs champs de compétences, expérimentent et mettent en œuvre des politiques concrètes en faveur de l'égalité réelle, de la justice sociale et d'une écologie populaire.

Leur action constitue un point d'appui essentiel pour les populations comme pour l'ensemble des communistes, et réciproquement, en donnant à voir, au quotidien, la pertinence et l'efficacité du projet du PCF. Pour renforcer l'influence du PCF et amplifier l'action utile de ses élues et élus, le parti œuvre, à chaque élection, à l'augmentation du nombre d'élues et élus locaux, en lien étroit avec l'activité militante. Les directions ont la responsabilité de développer des liens réguliers entre les élues et élus communistes et apparentés et les adhérentes et adhérents, à travers des bilans de mandat, des temps de débat, de coordination et de construction de batailles communes, dans le pays comme dans les assemblées élues. Cette articulation est indispensable pour valoriser les expériences locales, nourrir le projet national des communistes et renforcer la lisibilité de leur action. Le renforcement de ces liens suppose également le respect des décisions démocratiquement adoptées par les communistes, notamment en matière de choix des candidatures. Les élues et élus disposent de toute leur place pour faire valoir leurs analyses, leurs propositions et leurs désaccords dans les instances démocratiques du parti.

Dans cet esprit, les élues et élus communistes ne sauraient publiquement soutenir ou promouvoir des candidatures concurrentes à celles démocratiquement choisies par les communistes. Ce principe s'inscrit dans la continuité de nos statuts, qui excluent la double adhésion à plusieurs organisations politiques, et vise à garantir la souveraineté des communistes, l'unité du parti et la clarté de son action publique.

3.3.5. Consolider le lien stratégique avec la jeunesse et le MJCF

Les jeunes générations sont de plus en plus confrontées aux effets du capitalisme. Si les mécanismes d'exploitation qui les frappent relèvent des mêmes logiques que pour l'ensemble du monde du travail, ils prennent des formes spécifiques : stages mal ou non rémunérés ne respectant pas les règles de sécurité, services civiques, contrats d'apprentissage, contrats courts et difficulté d'accès à l'emploi.

La sélection sociale instaurée par des dispositifs tels que Parcoursup et MonMaster, et la casse de l'enseignement supérieur et de la recherche participent également à la reproduction de ces inégalités. Comme toutes les générations, la jeunesse est traversée par de profonds antagonismes de classes : les conditions d'accès à la formation, à l'emploi et à l'autonomie sont fortement déterminées par l'origine sociale, le niveau de diplôme ou encore le territoire.

Dès lors, la faiblesse de l'engagement au sein des organisations politiques chez les jeunes constitue un défi majeur. Alors même qu'ils subissent plus durement l'exploitation, beaucoup demeurent éloignés des organisations politiques. Si une partie de la jeunesse est prête à s'engager ponctuellement, et de façon différente des générations précédentes, pour des combats antiracistes, féministes, ou pour le climat, il existe une partie grandissante des jeunes séduits par les idées de l'extrême droite. Dans ce contexte, le Mouvement jeunes communistes de France (MJCF) et sa branche étudiante, l'Union des étudiants communistes (UEC) ont pour objectif d'organiser les jeunes en partant de leurs réalités quotidiennes et de leurs aspirations au changement afin de faire le lien avec les enjeux du combat de classe et de les ancrer

dans les lieux de vie, d'étude et de travail.

L'indépendance politique de l'organisation de jeunesse constitue à ce titre un choix stratégique pour les communistes. Elle permet de développer des formes d'organisation, une campagne et des mots d'ordre adaptés aux réalités des jeunes afin de les gagner aux idées du communisme.

Cette indépendance s'inscrit dans un lien politique étroit avec le PCF, qui travaille en complémentarité avec le MJCF et l'UEC à tous les échelons, et œuvre à renforcer leur structuration afin de développer la conscience de classe dans la jeunesse et de préparer les combats pour la transformation de la société.

3.3.6. Renforcer la formation politique et idéologique des militantes et militants

Face à la montée de l'extrême droite, au matraquage idéologique et à la violence des affrontements politiques, le PCF doit plus que jamais former des cadres capables de s'approprier l'histoire du parti, son fonctionnement, les orientations stratégiques et les théories marxistes pour les mettre au service de l'action militante quotidienne.

Il s'agit de former des animateurs politiques qui fassent connaître les décisions, les propositions et les textes essentiels produits par le PCF rompus à l'impulsion collective, à la bataille financière et à la transmission des gestes militants, afin de renforcer chaque structure locale et nationale.

Cette exigence est d'autant plus cruciale que le PCF a toujours été un espace d'émancipation collective, un intellectuel collectif, offrant une formation politique à celles et ceux qui doivent affronter l'idéologie dominante. La situation politique nationale et internationale impose donc de faire de la formation des cadres une priorité absolue, pour faire émerger, d'ici le prochain congrès, une nouvelle génération de communistes armés pour les combats de demain. Cette ambition doit s'élargir à toutes les militantes et à tous les militants. Le PCF fera de la diffusion de la culture politique marxiste et de l'éducation populaire un objectif permanent auprès de l'ensemble de ses adhérentes et adhérents, et tout particulièrement de la jeunesse. Dans un contexte de bataille idéologique intense, permettre à chacune et chacun de s'approprier les outils d'analyse marxiste constitue une condition essentielle pour reconstruire une conscience de classe et préparer la transformation révolutionnaire de la société. Pour ce faire, le conseil national organisera plusieurs débats en son sein afin de répondre à cet objectif.

Un nombre croissant d'adhérentes et d'adhérents bénéficie de stages de formation, tant au niveau des sections qu'à l'échelon national. Le réseau de formateurs et formatrices s'est considérablement élargi. Il devra encore être renforcé afin de répondre à l'objectif d'organiser des stages de formation dans l'ensemble des fédérations. Parallèlement au développement des formations locales, le PCF poursuivra la structuration de parcours de formation visant à accompagner au mieux chaque adhérente et adhérent et futur cadre dans l'exercice de ses responsabilités.

Ces parcours permettront de mettre à disposition différents modules de formation tout au long de l'engagement militant. Ces parcours débutant par un livret d'accueil et un livret spécifique au premier niveau de formation au marxisme, édités nationalement, participeront à la structuration du parcours de formation militante. Ces parcours permettront de mettre à disposition différents modules de formation tout au long de l'engagement militant. À ces parcours seront adossées des formations spécifiques destinées aux directions. Les stages cadres régionaux et nationaux se poursuivront. Les stagiaires seront choisis conjointement par les fédérations et la « *Vie du Parti* » afin d'harmoniser les profils présents à ces stages et de proposer des contenus en adéquation avec les besoins identifiés.

L'ambition de conquête des pouvoirs et les objectifs politiques fixés rendent indispensable la mise en œuvre d'une politique des cadres et d'une politique de formation volontaristes. La structuration d'un véritable « *secteur cadres* » doit être mise en œuvre au plus vite afin de réaliser les objectifs fixés par les statuts : « *être à l'image de la composition de la société et du monde du travail à tous les niveaux de*

responsabilités et œuvrer à la promotion de responsables issus du monde du travail et de la création, du monde syndical et associatif, dans toute leur diversité, au rajeunissement et à la féminisation du parti ». La politique des cadres correspond aux efforts conduits par les directions fédérales et nationales pour accompagner les dirigeantes et dirigeants communistes dans l'exercice de leurs responsabilités, anticiper et impulser les renouvellements de direction, accompagner les militantes et militants appelés à exercer des responsabilités et répondre aux besoins du parti. L'accompagnement des élues et élus communistes est assuré par la Coopérative des Élu·e·s Communistes, Républicain·e·s et Citoyen·ne·s.

3.3.7. Amplifier la bataille financière à tous les niveaux

Le renforcement du PCF suppose de mettre pleinement ses moyens au niveau de ses ambitions politiques. Il s'agit de conforter l'action de tous les niveaux d'organisation du parti (des cellules et sections, aux fédérations jusqu'au Conseil national), de porter les campagnes nationales et locales, de développer nos capacités d'analyse et de propositions, de participer de façon autonome à toutes les batailles électorales. La question des moyens doit constituer une responsabilité collective des instances comme des adhérentes et adhérents. Les solidarités financières sont essentielles à la vie du parti sur tout le territoire.

Cette ambition de renforcement des moyens du PCF repose sur la singularité de son financement : populaire et militant. La cotisation –premier devoir de toute adhérente et adhérent, fixée statutairement à un minimum de 1 % du revenu– les souscriptions, le reversement des indemnités des élues et élus en constituent le socle et l'originalité. Leur développement suppose que les directions, à tous les niveaux, s'en saisissent. La bataille de la cotisation, de son versement régulier et au bon niveau, est une des priorités de l'ensemble des directions. Comme l'indiquent nos statuts, la cotisation versée à l'association départementale de financement est la seule qui fasse foi pour l'ouverture au droit de vote des adhérentes et adhérents. La cotisation est un élément essentiel de la démocratie au sein du parti. Le reversement systématique des indemnités des élues et élus, aux divers niveaux de l'organisation selon les principes fixés par les statuts, doit traduire l'une des singularités du parti : refuser tout enrichissement comme tout appauvrissement des candidats désignés par les adhérentes et adhérents puis élus par les populations, afin d'assumer pleinement l'engagement que représente la fonction d'élu communiste ou apparenté. La non réversion de certains élues et élus devra amener à un travail sur les prochaines investitures. Le conseil national devra à ce titre engager un travail de réflexion sur une charte d'engagement de réversion des élues et élus communistes et apparentés.

Dans un contexte politique marqué par la progression de l'extrême droite, protéger et consolider les moyens patrimoniaux, humains et financiers du parti est également essentiel. Les associations de financements nationales et départementales ont été créées pour adapter le parti aux évolutions de la législation sur le financement de la vie politique, avec rigueur et créativité. Cela nécessite également de faire évoluer les pratiques concernant le patrimoine pour qu'il soit valorisé et utilisé comme un moyen politique du parti. L'usage des moyens doit ainsi répondre à une priorité: permettre au PCF d'intervenir massivement dans la bataille idéologique et dans les luttes, favoriser le militantisme efficace de tous les communistes.

3.3.8. Faire de la communication un levier stratégique

Depuis le 38e Congrès, le PCF a renouvelé sa charte graphique et développé de nouvelles pratiques de communication. La participation aux échéances électorales nationales a contribué à renforcer la visibilité des propositions et des candidatures communistes. La visibilité médiatique s'est donc considérablement améliorée elle doit désormais aussi s'adapter aux évolutions des pratiques et aux nouveaux usages numériques pour permettre une meilleure identification de nos propositions. La prochaine étape doit permettre la déclinaison locale de ces avancées. D'ici au prochain congrès, un travail d'harmonisation et de cohérence devra être mené afin de mieux articuler les campagnes nationales avec les initiatives locales et de valoriser davantage l'action des élues, élus, et des cadres du parti. L'accessibilité de l'ensemble des contenus militants (site Internet, réseaux sociaux, initiatives, tracts...) aux personnes handicapées doit être

une priorité. La visibilité des directions et de leurs porte-parole doit également être renforcée dans le respect de la parité et de la représentation des personnes handicapées. L'émergence de dirigeantes et dirigeants identifiés permettra de mieux diffuser les idées communistes au plus près des réalités territoriales, de renforcer la réactivité dans les combats locaux, et de mieux organiser les interventions publiques du parti pour y porter un discours de classe.

Une telle ambition implique enfin une transformation en profondeur de l'organisation: professionnaliser la communication, développer le numérique et en particulier les réseaux sociaux, former les militantes et militants, structurer des compétences. Autrement dit, faire de la communication non plus un simple outil, mais un levier stratégique à part entière.

Le congrès donne mandat au conseil national pour animer la réflexion des communistes sur les nouvelles formes et techniques de communication et à la manière dont le PCF peut se les approprier dans toutes ses campagnes et à tous les échelons. Il accompagnera les fédérations, les sections et les commissions par la formation des camarades, la mise à disposition d'outils accessibles à toutes les organisations du parti et le développement des compétences nécessaires au renforcement de la communication.

3.3.9. Développer nos médias et nos revues

L'Humanité est un bien commun. Entre les communistes, leur journal et leur fête s'est construit un lien particulier, fait d'attachement profond, de soutien financier et d'attentes fortes.

Grâce au soutien de ses lecteurs et lectrices, en premier lieu des communistes, le journal continue d'exister.

Journal communiste, l'Humanité, comme l'ensemble de ses supports doivent être des outils pour aller à la rencontre de la population lors des diffusions militantes. Cela suppose un renforcement du dialogue entre communistes, équipe de rédaction du journal. Travailler davantage à la synergie entre l'Humanité et les combats du PCF peut contribuer à éclairer les enjeux de classe, nourrir les luttes et renforcer la conscience politique. Soutenir et renforcer l'Humanité, c'est renforcer la capacité collective à mener la bataille idéologique. Des rencontres régulières entre la direction du PCF et la direction de l'Humanité y contribueront.

Les très nombreux titres départementaux et régionaux fondés par les communistes, les mensuels, les hebdomadaires et le quotidien La Marseillaise, sont de précieux points d'appui pour faire rayonner les idées communistes dans la proximité, alors que le paysage médiatique est toujours plus marqué par la concentration. Les développer, en papier comme en numérique, est un objectif prioritaire. Pour cela, le PCF intensifiera la bataille de la lecture, de la diffusion et de l'abonnement.

L'objectif est de faire de chaque communiste une lectrice, un lecteur, une actrice et un acteur de la diffusion, des journaux de leur permettre de s'en nourrir, de les aider dans leurs combats et leurs analyses. La bataille de l'abonnement est primordiale pour atteindre cet objectif.

De même, les revues du parti et les revues amies, outils irremplaçables de formation, de réflexion et de mobilisation, doivent être défendues, développées et diffusées massivement. Elles constituent des espaces de résistance intellectuelle et de contre-pouvoir. Elles sont des leviers pour approfondir l'analyse marxiste, enrichir les débats stratégiques et renforcer l'unité d'action des communistes.